

OECD URBAN DAYS

14-17 April 2025 | OECD, Paris



Find out more about
Newstank Cities:



'Urban days' de l'OCDE du 14 au 17/04/2025 à Paris : l'essentiel des débats

news tank cities Paris - Article n°396470 - Publié le 29/04/2025 à 08:30

Share, Print, and Font Size icons



Aziza Akhmouch, Yves-Laurent Sapoval - © Adrien Personne



Écoutez la synthèse

00:00

00:00



L'Organisation de coopération et de développement économiques organisait les "Urban Days", un événement réunissant plus de 150 experts et acteurs à l'échelle mondiale et locale, afin de « discuter des moyens de concevoir et de financer des villes inclusives, circulaires et durables », au siège de l'OCDE à Paris dans le 16^e arrondissement, du 14/04 au 17/04/2025.

Rapports et recommandations, tables-rondes, interviews de dirigeants et de maires des pays de l'OCDE... En partenariat exclusif avec l'OCDE, News Tank Cities revient sur les principaux temps forts des ces quatre journées dédiées à l'action multilatérale et décentralisée des villes.

Rubriquage

Type : Annonce dossier

Domaine(s) : AUC

Rubrique(s) : Essentiel, Collectivités territoriales, International, Politiques publiques, Aménagement, Urbanisme

Au sommaire du dossier

'Urban days' de l'OCDE : 4 journées et 150 dirigeants réunis pour "faire la ville inclusive, circulaire et durable"

Accédez directement aux chapitres du dossier via le sommaire-ci-dessous.

Synthèse	1 article
Rapports et recommandations	2 articles
Les débats	6 articles
Les interviews	8 articles

Commencer la lecture

Création :

- **1948** : Organisation européenne de coopération économique (OEE) pour administrer le plan Marshall financé par les États-Unis afin de reconstruire un continent dévasté par la guerre ;
- **1961** : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour promouvoir des politiques qui améliorent le bien-être économique et social partout dans le monde

• **Secrétaire général** : Mathias Cormann

• **Directrice du département Villes, politiques urbaines et développement durable** : Aziza Akhmouch

• **Membres** : 38 pays sur l'ensemble du globe, de l'Amérique du Nord et du Sud à l'Europe et jusqu'à l'Asie-Pacifique ([liste](#))

• **Tél.** : 01 45 24 82 00

Catégorie : Etat et autorités publiques

Adresse du siège

2 Rue André Pascal
75016 Paris France

→ Consulter la fiche dans l'annuaire

Fiche n° 8518, créée le 11/04/2019 à 17:38 - M à J le 28/04/2025 à 12:04

Les autres sites du groupe News Tank



Des questions ? Prenons rendez-vous

Exclusif

« Penser des villes plus accessibles, inclusives et écologiques » (Carlos Moreno)

news tank

Paris - Interview n°395021 - Publié le 22/04/2025 à 17:00

A

A -

Écoutez la synthèse

00:0000:00

« Le territoire de la demi-heure repose sur l'ambition d'améliorer la qualité de vie au sein de zones urbaines à densité moyenne ou faible. Il s'agit de penser des villes plus accessibles, inclusives et écologiques, pour gérer, en dehors des grands centres urbains, les quasiment 30 % de personnes vivant dans les moyennes et petites villes ou en ruralité », indique **Carlos Moreno**, chercheur en politiques urbaines, à News Tank le 18/04/2025.

Il s'exprime à l'occasion des "Urban Days" organisés par l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) du 14 au 17/04/2025 à Paris.

« Plusieurs villes françaises ont adopté cette approche ou expérimentent des formes de ville de proximité. C'est le cas de Paris, Lyon, Bordeaux ou encore Nantes. Dans le Pas-de-Calais, la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay met en œuvre un projet structurant autour du territoire de la demi-heure. On retrouve également des initiatives dans le Sud, notamment en Occitanie, et bientôt en Gironde. »

« Le risque d'uniformisation est limité, car ces concepts ne reposent pas sur des modèles figés. Il ne s'agit ni de labels normatifs ni de chartes contraignantes. Chaque territoire s'approprie ces principes selon ses besoins et ses priorités. On parle plutôt d'une révolution des proximités que d'un format. »

« Améliorer la qualité de vie au sein de zones urbaines à densité moyenne ou faible »

Quels sont les grands principes du territoire de la demi-heure ?

Le territoire de la demi-heure repose sur l'ambition d'améliorer la qualité de vie au sein de zones urbaines à densité moyenne ou faible. L'idée est de mutualiser les infrastructures et les équipements afin de garantir un accès élargi aux services, y compris dans les territoires moins denses.

«

Mutualiser les infrastructures pour un accès élargi aux services »

Cela implique une politique de mobilité diversifiée, intégrant la marche, le vélo, les transports en commun, les véhicules électriques et les lignes virtuelles, mais également des services qui viennent directement chez les habitants. Plus largement, il s'agit de penser des villes plus accessibles, inclusives et écologiques, pour gérer, en dehors des grands centres urbains, les quasiment 30 % de personnes vivant dans les moyennes et petites villes ou en ruralité.

Quelles villes appliquent le concept de la ville du quart d'heure et du territoire de la demi-heure ?

Nous avons lancé un Observatoire mondial de la proximité durable, en partenariat avec **ONU-Habitat** et la Chaire ETI. Cette ONG a pour ambition de fédérer ces territoires qui développent ces concepts dans la pratique, de continuer à les approfondir et de revoir les indicateurs. L'observatoire recense aujourd'hui environ 300 initiatives à travers le monde. Sur chaque continent, on retrouve des exemples très différents. En France, Paris développe le concept de « Ville du quart d'heure ». Aux Pays-Bas, Utrecht est une ville entièrement pensée pour le vélo avec la « Ville des dix minutes ». Plus récemment, l'Écosse a franchi une étape décisive avec l'adoption, en 2023, d'une loi consacrant la « Écosse des 20 minutes ».

«

300 initiatives recensées dans le monde »

En Pologne, la ville de Pleszew, près de Poznań, applique déjà le modèle de la ville du quart d'heure à l'échelle de ses 15 000 habitants. Le maire, Arkadiusz Ptak, est un véritable pionnier, avec des transformations notables en faveur des enfants et des personnes âgées. J'ai eu l'occasion de visiter la ville récemment et d'observer ces initiatives de près. En Corée du Sud, à Busan, les élus développent également des lieux et des programmes innovants pour mieux intégrer les enfants et les aînés dans l'espace urbain.

En France, quelles villes sont engagées dans cette démarche ?

Plusieurs villes françaises ont adopté cette approche ou expérimentent des formes de ville de proximité. C'est le cas de Paris, Lyon, Bordeaux ou encore Nantes. Dans le Pas-de-Calais, la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay met en œuvre un projet structurant autour du territoire de la demi-heure. On retrouve également des initiatives dans le Sud, notamment en Occitanie, et bientôt en Gironde.

Certains redoutent une uniformisation des territoires. Comment préserver l'adaptation aux réalités locales ?

Le risque d'uniformisation est limité, car ces concepts ne reposent pas sur des modèles figés. Il ne s'agit ni de labels normatifs ni de chartes contraignantes. Chaque territoire s'approprie ces principes selon ses besoins et ses priorités. On parle plutôt d'une « révolution des proximités » que d'un format.

«

Le risque d'uniformisation est limité »

Nous travaillons sur trois points essentiels : que ce soit une politique publique votée par un conseil municipal, qu'il y ait un pourcentage de logements sociaux pour lutter contre la gentrification, et qu'un modèle économique compatible soit trouvé. La souplesse et l'adaptation au contexte local sont au cœur de la démarche.

Carlos Moreno

Directeur scientifique de la chaire « Entrepreneuriat, territoire, Innovation » @ Institut d'administration des entreprises de Paris (IAE Paris-Sorbonne Business School)

Professeur associé @ Institut d'administration des entreprises de Paris (IAE Paris-Sorbonne Business School)

Président @ InTI

Président du comité scientifique @ International forum of the human smart city

→ Consulter la fiche dans l'annuaire

Parcours

Depuis janvier 2018

●

Institut d'administration des entreprises de Paris (IAE Paris-Sorbonne Business School)
Directeur scientifique de la chaire « Entrepreneuriat, territoire, innovation »

Depuis décembre 2017

●

Institut d'administration des entreprises de Paris (IAE Paris-Sorbonne Business School)
Professeur associé

Depuis décembre 2015

●

InTI
Président

Depuis avril 2013

●

International forum of the human smart city
Président du comité scientifique

Depuis septembre 2018

●

Strate École de Design
Membre du conseil académique

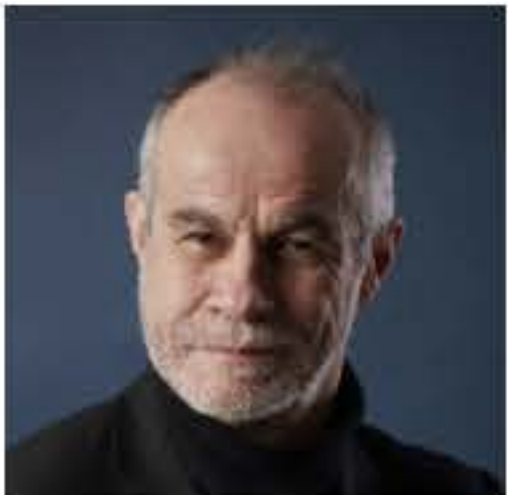
+

Fiche n° 34219, créée le 14/02/2019 à 10:46 - Màj le 22/04/2025 à 15:46

Une question, une précision ou un avis ?

Texte *

Envoyer



Carlos Moreno - © D.R.

Cet article fait partie du dossier :

Urban days' de l'OCDE - 4 journées et 150 dirigeants réunis pour « faire la ville inclusive, circulaire et durable »

À lire aussi

ESSENTIELS

9 recommandations de l'OCDE pour des villes « adaptées à tous les âges » (Cities for all ages)

Publié le 15/04/2025 à 14:00

« 150 parties prenantes se réuniront pour partager des solutions audacieuses » (L. Kamal-Chaoui, OCDE)

Publié le 14/04/2025 à 10:30

ACTUALITÉ(S)

OCDE : 5 recommandations pour développer l'économie circulaire au sein des villes européennes

Publié le 16/04/2025 à 09:15

Rubriqueage

Type :

Interview

Domaine(s) :

AUC

Rubrique(s) :

Essentiel

Collectivités territoriales

Politiques publiques

Aménagement

Urbanisme

Les autres sites du groupe News Tank

news tank culture

news tank éducation & recherche

news tank mobilités

news tank rh management

news tank energies

news tank sport

news tank football

news tank agro

news tank academic

rhmatin

immomatin

campusmatin

culturematin

csematin

agromatin

news tank cities

Qui sommes-nous ? | L'équipe | Le groupe | Abonnements | Contact | CGA | Mentions légales | Confidentialité | Cookies

© News Tank Cities 2025

OCDE : 5 recommandations pour développer l'économie circulaire au sein des villes européennes

news tank cities Paris · Actualité n°395113 · Publié le 16/04/2025 à 09:15

Écoutez la synthèse

00:00

00:00

Soutenir les filières secondaires de matériaux, supprimer les subventions nuisibles à la circularité, adapter les politiques aux réalités locales... Ce sont quelques-unes des recommandations de l'OCDE pour favoriser le développement de l'économie circulaire dans le rapport "L'économie circulaire dans les pays et régions de l'Union européenne", publié et présenté à l'occasion des "Urban Days" de l'OCDE à Paris, le 15/04/2025.

Ce rapport s'appuie sur une enquête menée auprès de 64 territoires (48 villes, 15 régions et une province) de l'UE, du Royaume-Uni et de la Norvège, en collaboration avec des réseaux européens. Il vise à documenter, évaluer et accélérer la transition vers l'économie circulaire, une économie qui « maintient la valeur des produits, des matériaux et des ressources aussi longtemps que possible, tout en réduisant au minimum la production de déchets ».

Selon le rapport, la mise en place de mesures d'économie circulaire pourrait contribuer à réduire entre 40 et 70 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre d'ici 2050, réduire les déchets municipaux de 34 % d'ici 2030 et créer 2,5 millions d'emplois dans l'UE d'ici 2030, notamment dans les secteurs du recyclage, de la réparation. Le rapport se structure autour de quatre axes :

• Rendre l'économie circulaire accessible et circulaire : « Les consommateurs dans les villes et les régions devraient avoir un accès facile à une information claire, standardisée et simple sur la durabilité, la réparabilité et la recyclabilité des produits. »

• Renforcer la compétitivité de l'économie circulaire : « Poursuivre les travaux avec les États membres en vue de la mise en place d'un cadre juridiquement contraignant pour la suppression progressive des subventions contraires à l'économie circulaire pourrait soutenir les modèles économiques circulaires et, dans le même temps, libérer des ressources budgétaires pour les investissements dans les activités sobres en ressources et bas-carbone. »

• Stimuler la circularité en amont : « Les politiques circulaires devraient être définies sur une base sectorielle, en mettant l'accent sur les matériaux plutôt que sur la gestion des déchets. »

• Assurer une transition circulaire juste et équilibrée territorialement : « Au moyen d'évaluations territoriales, les gouvernements nationaux pourraient identifier les implications actuelles et futures de la transition circulaire sur les industries, les groupes de travailleurs et les communautés. »

Les 5 recommandations de l'OCDE

- Rendre l'économie circulaire abordable et visible
 - Droits à la réparation, accessibilité des services, signalétique claire sur la réparabilité et recyclabilité des produits ;
 - Mise en place de systèmes de collecte compréhensibles et homogènes.
- Renforcer la compétitivité des acteurs circulaires
 - Supprimer les subventions aux modèles linéaires (énergies fossiles, plastiques à usage unique...);
 - Taxer les externalités négatives (carbone, incinération, mise en décharge) ;
 - Soutenir les filières secondaires (matériaux recyclés) pour les rendre compétitives.
- Agir en amont des chaînes de valeur
 - Intégrer la circularité dans la commande publique de manière obligatoire ;
 - Étendre la REP à d'autres secteurs (textile, BTP, électronique...);
 - Éviter l'« enfer des labels » via des normes claires et harmonisées.
- Assurer une transition juste et territorialisée
 - Cartographier les impacts sociaux et sectoriels (pertes d'emploi, reconversions) ;
 - Former les agents, accompagner les mutations dans les territoires dépendants de filières linéaires ;
 - Mettre en réseau les territoires "perdants" avec ceux en avance pour partager les solutions.
- Développer une gouvernance circulaire à plusieurs niveaux
 - Clarifier les compétences (commune/intercommunalité/région/État) ;
 - Intégrer les citoyens, entreprises et ONG dans la co-construction des stratégies ;
 - Déployer des observatoires territoriaux du métabolisme urbain et des flux de matières.

Le rapport pointe des obstacles systémiques à la mise en place d'une économie circulaire efficace, notamment en matière d'environnement réglementaire adapté. Elle déplore une « absence de normes claires sur la durabilité des produits et une faible application de la responsabilité élargie du producteur au-delà des emballages ». Peu de mécanismes fiscaux existent pour encourager la réparation ou l'achat de matériaux recyclés, ces derniers étant souvent plus chers que les produits neufs classiques. Le rapport souligne également des manques de financements ciblés pour les collectivités et les entreprises, souvent lié une faible visibilité des bénéfices à court terme quand les coûts d'investissements initiaux sont souvent élevés.

« Une démarche centrée sur la sobriété » (Pia Imbs, Eurométropole de Strasbourg)

« L'Eurométropole de Strasbourg a lancé une première feuille de route sur l'économie circulaire en 2019, nous l'avons mise à jour en 2024. Nous sommes la première intercommunalité de France à l'avoir poussé aussi loin. Notre démarche est centrée sur la sobriété : **les consommateurs doivent réduire leurs consommations de déchets.**

Nous soutenons également les filières de réemploi, notamment les matériaux du BTP. L'objectif est de créer un réseau de réemploi de ces déchets, et un réseau d'insertion de 400 emplois dans cette filière qui s'inscrit dans l'économie sociale et solidaire. **Nous sommes la première métropole en France à avoir une vraie collecte des biodéchets de compostage.** Une de nos actions porte sur le réemploi des vêtements, en encourageant la seconde main pour le textile. »

Pia Imbs, présidente de l'Eurométropole de Strasbourg

De multiples initiatives à l'échelle européenne

En présence de nombreux représentants de collectivités territoriales ayant participé à l'élaboration du rapport lors de cette table ronde, ces derniers ont présenté des initiatives locales d'économie circulaire :

- Dans la région de Møre og Romsdal en Norvège, la région a adopté une stratégie « Environnement, Climat et Énergie 2023-2026 » comportant cinq projets pilotes de **ymbiose industrielle** notamment l'utilisation du CO₂ d'une usine d'incinération pour cultiver des algues, l'échange de sous-produits entre entreprises et le développement de chaînes de valeurs circulaires dans l'aluminium ;
- À Sofia (Bulgarie), la municipalité a mis en place un **suivi annuel obligatoire du gaspillage alimentaire** pour les professionnels (restaurants, hôtels...) et une **taxe incitative pour les ménages** basée sur le volume de déchets alimentaires jetés ;
 - « Nous avons mis en place des points de collecte mobile dans lesquels les habitants peuvent vider son grenier, garage... Au-delà de l'intérêt écologique de réemploi, ces moments deviennent de véritables événements sociaux. L'économie circulaire ne fonctionnera que si les citoyens sont impliqués de manière active », indique Ivan Goychev, vice-maire de Sofia.
- La ville de Berlin (Allemagne) a lancé « Re-Use », **des ateliers de réparation et points de vente de seconde main**. La ville inclut désormais des critères circulaires dans ces appels d'offres ;
 - « Nous croyons beaucoup à l'impact que peuvent avoir les start-ups, 60 % d'entre elles se concentrent sur des solutions durables. Pour cette raison, le lancement de "Impact Hub", un lieu pour mettre en relation les start-ups avec les acteurs de l'économie, pourrait avoir un impact positif sur la durabilité de la ville », déclare Britta Behrendt, secrétaire de l'état de Berlin, en charge du changement climatique et de l'environnement.
- À Oulu (Finlande), la ville vise la **neutralité carbone** en 2035 grâce à une cartographie des flux urbains (énergie, matière, déchets), l'usage du numérique pour piloter des modèles de planification urbaine et une collaboration étroite entre la municipalité, les universités et les industriels pour créer un écosystème circulaire local.



Table-ronde sur l'économie circulaire lors des « Urban Days » de l'OCDE, à Paris le 15/04/2025. - © Adrien Personne

Cet article fait partie du dossier :

"Urban days" de l'OCDE : 4 journées et 150 dirigeants réunis pour « faire la ville inclusive, circulaire et durable »

À télécharger

Rapport OCDE sur l'éco...

À lire aussi

ESSENTIELS



« Accompagner les transformations de manière durable et inclusive » (Stefano Lo Russo, maire de Turin)
Publié le 15/04/2025 à 08:30

ACTUALITÉ(S)



Logement : « Un programme co-construit entre les villes et la Commission européenne » (Anne Hidalgo)
Publié le 15/04/2025 à 13:00

Dans l'annuaire



Pia Imbs

Rubrique

Type :

Actualité

Domaine(s) :

IHL

Rubrique(s) :

État et agences d'État

Environnement & nature

Financements & fiscalité

International



Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE)

Création :

- **1948** : Organisation européenne de coopération économique (OECE) pour administrer le plan Marshall financé par les États-Unis afin de reconstruire un continent dévasté par la guerre ;
- **1961** : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour promouvoir des politiques qui améliorent le bien-être économique et social partout dans le monde
- **Secrétaire général** : Mathias Cormann
- **Directrice du département Villes, politiques urbaines et développement durable** : Aziza Akhmouch
- **Membres** : 38 pays sur l'ensemble du globe, de l'Amérique du Nord et du Sud à l'Europe et jusqu'à l'Asie-Pacifique ([liste](#))
- **Tél.** : 01 45 24 82 00

Catégorie : Etat et autorités publiques

Adresse du siège

2 Rue André Pascal
75016 Paris France

→ Consulter la fiche dans l'annuaire

Fiche n° 8518, créée le 11/04/2019 à 17:38 - M à J le 28/04/2025 à 12:04

Une question, une précision ou un avis ?

Texte *

Envoyer

Les autres sites du groupe News Tank

news tank culture

news tank éducation & recherche

news tank mobilités

news tank rh management

news tank énergies

news tank sport

news tank football

news tank agro

news tank academio

rh martin

immomatin

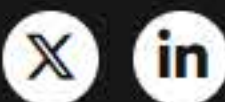
campusmatin

culturematin

csematin

agromatin

news tank cities



Exclusif « Le logement est un droit humain, pas une marchandise » (J.-M. Ribeiro, maire de Valongo)

news tank cities Paris - Interview n°395207 - Publié le 16/04/2025 à 12:30

🔄 📁 🗑️ A - A -



Écoutez la synthèse

00:00

00:00



« Il faut absolument cesser de considérer le logement comme une marchandise, il faut le reconnaître comme un droit humain. Si les gouvernements continuent de traiter le logement comme un bien capitaliste, ce sera le statu quo, rien ne changera dans l'accès au logement abordable pour tous. Ce n'est pas seulement une question de financement, ni de volume, c'est aussi une question de regard politique », déclare José Manuel Ribeiro, maire de Valongo (Portugal), à News Tank le 14/04/2025.

Il s'exprimait à l'occasion du sommet des “maires champions pour la croissance inclusive” (« Champion mayors for inclusive growth »), organisé par l'OCDE en marge des “Urban Days” du 14 au 17/04/2025 à Paris, en présence de nombreux maires européens, notamment Anne Hidalgo, maire de Paris, Stefano Lo Russo, maire de Turin (Italie) et Yuriko Koike, gouverneure de Tokyo (Japon). Cette initiative, lancée en mars 2016, est une coalition de maires du monde entier pour promouvoir une croissance économique en luttant contre les inégalités.

« Il est devenu impossible pour toute une frange de la population d'acheter un logement. Et si vous regardez bien, on ne voit aucune action forte de l'Union Européenne. Aujourd'hui, nous commençons à entrevoir une ouverture au sein de la Commission. Désormais, le sujet principal sera celui du financement : il faut des moyens massifs pour le logement. »

Quel est le sens de votre participation à l'initiative des maires pour une croissance inclusive ?

Tout d'abord, je trouve que le thème est particulièrement intéressant à traiter. La croissance inclusive, cela peut sembler contradictoire, difficile à mettre en place, mais c'est possible.

Les initiatives de coopération entre les acteurs sont essentielles. Nous pouvons échanger sur les initiatives des différents maires, sur leurs problématiques, leurs solutions. Nous aurons notamment l'occasion de discuter longuement du sujet majeur qu'est le logement dans le contexte de crise que nous vivons collectivement sur la planète pour une grande partie d'entre nous. Il faudra évidemment les mettre en lien avec un autre enjeu premier : le changement climatique.

Comment les maires peuvent-ils aujourd'hui répondre aux grands défis démocratiques et sociaux dans un contexte de crise du logement ?

Nous avons pu aborder des défis mondiaux et réfléchir à comment, en tant que maires de villes mondiales, ne pouvons être plus forts pour résoudre les problématiques auxquelles nous faisons face. J'ai notamment partagé l'idée que la démocratie ne se résume pas à son aspect fonctionnel et technocratique. Nous sommes très forts pour la technocratie, mettre en place des politiques, mais nous avons aussi besoin de rêve collectif. Cela signifie que nous avons comme devoir de rassembler. Les extrémistes, qu'ils soient de droite ou de gauche comprennent très bien l'importance des rêves collectifs et la création de récits communs.

J'ai pu partager à mes collègues maires du monde entier que nous vivons dans un monde dans lequel beaucoup de personnes ne gagnent que le minimum pour payer son logement et se nourrir, c'est tout. J'apparente cela à une forme d'esclavage moderne. Dans ces conditions, il est absolument impossible de rêver collectivement, de faire adhérer nos concitoyens et d'espérer.

Il faut absolument cesser de considérer le logement comme une marchandise, il faut le reconnaître comme un droit humain. Si les gouvernements continuent de traiter le logement comme un bien capitaliste, ce sera le statu quo, rien ne changera dans l'accès au logement abordable pour tous. Ce n'est pas seulement une question de financement, ni de volume, c'est aussi une question de regard politique.

Quels sont les principaux enjeux urbains auxquels Valongo fait face aujourd'hui ?

Au Portugal, comme dans d'autres pays européens, nous recevons des financements de l'Union européenne, et le gouvernement portugais les a injectés dans certains projets. Mais ce n'est pas une réponse suffisante, car cela concerne uniquement les plus pauvres parmi les pauvres. Il n'y a pas de grands financements publics pour les jeunes ou pour la classe moyenne.

Vous avez des problèmes similaires en France. Il est devenu impossible pour toute une frange de la population d'acheter un logement. Et si vous regardez bien, on ne voit aucune action forte de l'Union Européenne. Aujourd'hui, nous commençons à entrevoir une ouverture au sein de la Commission. Le sujet principal désormais sera celui, comme souvent, du financement : il faut des moyens massifs pour le logement.



José Manuel Ribeiro, maire de Valongo (Portugal) - © D.R.

Cet article fait partie du dossier :

'Urban days' de l'OCDE : 4 journées et 150 dirigeants réunis pour « faire la ville inclusive, circulaire et durable »

À lire aussi

ESSENTIELS



Logement : « Nous allons examiner comment simplifier les réglementations existantes » (Matthew Baldwin)

Publié le 16/04/2025 à 10:00



Assemblée nationale : proposition de loi visant à faire du droit au logement un droit constitutionnel

Publié le 15/04/2025 à 10:30

ACTUALITÉ(S)



OCDE : 5 recommandations pour développer l'économie circulaire au sein des villes européennes

Publié le 16/04/2025 à 09:15

Dans l'annuaire

Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE)

Rubriquage

Type :

Interview

Domaine(s) :

IHL

Rubrique(s) :

Essentiel

Collectivités territoriales

International

Politiques publiques

Logement social

Parc privé & propriété



Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE)

Création :

- **1948** : Organisation européenne de coopération économique (OECE) pour administrer le plan Marshall financé par les États-Unis afin de reconstruire un continent dévasté par la guerre ;
- **1961** : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour promouvoir des politiques qui améliorent le bien-être économique et social partout dans le monde
- **Secrétaire général** : Mathias Cormann
- **Directrice du département Villes, politiques urbaines et développement durable** : Aziza Akhmouch
- **Membres** : 38 pays sur l'ensemble du globe, de l'Amérique du Nord et du Sud à l'Europe et jusqu'à l'Asie-Pacifique ([liste](#))
- **Tél.** : 01 45 24 82 00

Catégorie : Etat et autorités publiques

Adresse du siège

2 Rue André Pascal
75016 Paris France

→ Consulter la fiche dans l'annuaire

Fiche n° 8518, créée le 11/04/2019 à 17:38 - Mâj le 28/04/2025 à 12:04

Une question, une précision ou un avis ?

Texte *

Envoyer

Les autres sites du groupe News Tank

news tank
culture

news tank
éducation & recherche

news tank
mobilités

news tank
rh management

news tank
énergies

news tank
sport

news tank
football

news tank
agro

news tank
academic

rh
matin

immomatin

campusmatin

culturematin

csematin

agromatin

news tank
cities



Urban days : « 62 % des objectifs de développement durable relèvent des collectivités » (G. Roll, PNUE)

news tank

Paris · Actualité n°395279 · Publié le 16/04/2025 à 14:00

🔄 📁 🖨️ A - A -



Écoutez la synthèse

00:00

00:00



© D.R.

Cet article fait partie du dossier :

'Urban days' de l'OCDE : 4 journées et 150 dirigeants réunis pour « faire la ville inclusive, circulaire et durable »

À lire aussi

ESSENTIELS

 9 recommandations de l'OCDE pour des villes « adaptées à tous les âges » (Cities for all ages)
Publié le 15/04/2025 à 14:00

 « 150 parties prenantes se réuniront pour partager des solutions audacieuses » (L. Kamal-Chaoui, OCDE)
Publié le 14/04/2025 à 10:30

ACTUALITÉ(S)

 OCDE : 5 recommandations pour développer l'économie circulaire au sein des villes européennes
Publié le 16/04/2025 à 09:15

Rubriquage

Type :

Actualité

Domaine(s) :

AUC

Rubrique(s) :

Essentiel

Collectivités territoriales

Environnement & nature

International

Politiques publiques

« Placer l'accès des gouvernements locaux au financement des ODD au cœur des priorités » (Ximo Puig)

« L'Agenda 2030 est universel, global et indivisible. Sa mise en œuvre ne peut se faire sans une implication forte des acteurs locaux. Il constitue un véritable levier de transformation, de plus en plus reconnu et défendu. Pour l'Espagne, la territorialisation des ODD est une priorité absolue. Cette approche est pleinement intégrée à notre politique de coopération internationale pour le développement. Notre loi sur le développement durable reconnaît le rôle fondamental de la coopération décentralisée, considérée comme la force motrice de l'action espagnole. Elle est indispensable pour accélérer les transformations qu'exige l'Agenda 2030. L'Espagne œuvre activement pour placer l'accès des gouvernements locaux au financement des ODD au cœur des priorités. »

Ximo Puig, représentant permanent de l'Espagne auprès de l'OCDE

« L'Allemagne a mis en place un cadre local de suivi des ODD comportant 19 indicateurs » (Anja Wagner)

« Les ODD sont au cœur de la coopération allemande au développement, avec des partenariats ambitieux qui vont souvent au-delà des objectifs fixés. Depuis 2015, les municipalités allemandes ont joué un rôle moteur dans la promotion de la localisation des ODD, à travers un travail de plaidoyer soutenu. Cette dynamique s'incarne à la fois au niveau municipal et au niveau des Länder. L'adaptation au contexte local est essentielle pour garantir la réussite des démarches. L'Allemagne a mis en place un cadre local de suivi des ODD comportant 19 indicateurs que les collectivités sont invitées à suivre et à documenter. Ce système va au-delà des exigences internationales. Il permet aux municipalités de mesurer les progrès réalisés et de partager les résultats obtenus. »

Anja Wagner, cheffe de la division des États fédérés et autorités locales, ministère fédéral de la Coopération économique et du développement, Allemagne

« L'accès aux financements demeure l'un des principaux obstacles pour les collectivités » (Gulnara Roll)

La Coalition Local2030 rassemble diverses institutions spécialisées dans un réseau des Nations Unies au service des collectivités locales. Un de ses axes majeurs est le financement local. L'accès aux financements demeure l'un des principaux obstacles pour les collectivités. Le groupe de travail dédié à l'Agenda 2030 met en lumière les difficultés liées à la territorialisation des ressources financières. La coalition apporte son expertise pour accompagner les démarches locales, mais l'accès effectif au financement reste un prérequis fondamental. Nous adoptons une approche transversale, en travaillant à la fois à l'échelle nationale et locale. Le programme des Nations unies pour l'environnement travaille par ailleurs sur des initiatives de localisation des ODD à travers des solutions vertes.

Gulnara Roll, cheffe de l'unité Villes et bâtiments, division du changement climatique, programme des Nations unies pour l'environnement & Coalition Local2030

« Il est essentiel d'analyser ce qui n'a pas fonctionné et pourquoi » (Mara Cossu)

Au-delà des bonnes pratiques, il est essentiel d'analyser ce qui n'a pas fonctionné et pourquoi. Le bilan mondial apportera une vision d'ensemble précieuse. En Italie, nous misons sur des initiatives pilotes à ancrage local, intégrant les dimensions sociales et environnementales de l'Agenda 2030. Grâce aux travaux de l'OCDE, nous bénéficions de lignes directrices et de mécanismes concrets pour guider notre action. Nous avons notamment lancé un projet de territorialisation dans plusieurs régions afin d'optimiser la mise en œuvre du plan national de développement durable. Nous cherchons à partager notre approche nationale à l'internationale, notamment avec les pays d'Afrique, en valorisant les synergies et les coopérations existantes.

Mara Cossu, coordinatrice du développement durable, ministère de l'Environnement et de la sécurité énergétique, Italie



Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE)

Création :

- **1948** : Organisation européenne de coopération économique (OEEC) pour administrer le plan Marshall financé par les États-Unis afin de reconstruire un continent dévasté par la guerre ;
- **1961** : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour promouvoir des politiques qui améliorent le bien-être économique et social partout dans le monde
- **Secrétaire général** : Mathias Cormann
- **Directrice du département Villes, politiques urbaines et développement durable** : Aziza Akhmouch
- **Membres** : 38 pays sur l'ensemble du globe, de l'Amérique du Nord et du Sud à l'Europe et jusqu'à l'Asie-Pacifique ([liste](#))
- **Tél.** : 01 45 24 82 00

Catégorie : Etat et autorités publiques

Adresse du siège

2 Rue André Pascal
75016 Paris France

→ Consulter la fiche dans l'annuaire

Fiche n° 8518, créée le 11/04/2019 à 17:38 - M à J le 28/04/2025 à 12:04

Une question, une précision ou un avis ?

Texte *

Envoyer

Les autres sites du groupe News Tank

news tank culture

news tank éducation & recherche

news tank mobilités

news tank rh management

news tank énergies

news tank sport

news tank football

news tank agro

news tank academic

rhmatin

immomatin

campusmatin

culturematin

csematin

agromatin

news tank cities



Logement : « Nous allons examiner comment simplifier les réglementations existantes » (Matthew Baldwin)

news tank Paris - Actualité n°395067 - Publié le 16/04/2025 à 10:00

🔄 📄 🗑️ A A -



Écoutez la synthèse

00:00

00:00



Matthew Baldwin -

Cet article fait partie du dossier :

«Urban days» de l'OCDE : 4 Journées et 150 dirigeants réunis pour « faire la ville inclusive, circulaire et durable »

À lire aussi

9 recommandations de l'OCDE pour des villes « adaptées à tous les âges » (Cities for all ages)
Publié le 15/04/2025 à 10:00

Rubrique

Type :

Actualité

Domaine(s) :

IHL

Rubrique(s) :

Essentiel

État & agences d'État

International

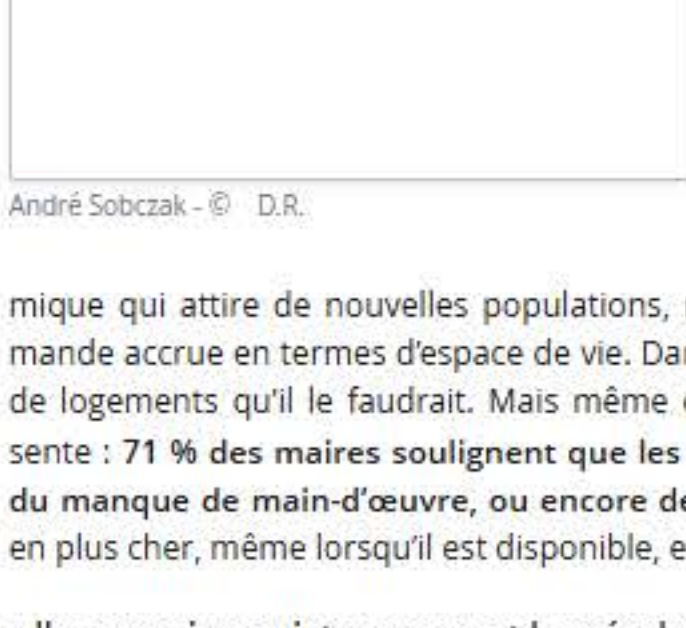
Politiques publiques

Logement social

Parc privé & propriété

« 39 % des maires déclarent que le logement est trop cher pour leurs habitants » (André Sobczak, Eurocities)

« Le sujet du logement devient de plus en plus important pour les villes partout dans le monde, et en particulier en Europe. Chaque année, nous analysons les capacités des maires du réseau Eurocities. Nous leur envoyons une enquête, et au cours des trois dernières années, la question du logement, et notamment du logement abordable, est devenue de plus en plus importante. Dans la nouvelle version de notre baromètre, qui sera lancée lors de notre conférence annuelle à Innsbruck en juin 2025, 39 % des maires déclarent que le coût du logement est devenu inabordable pour la majorité des habitants. »



André Sobczak - © D.R.

« Si vous avez un revenu moyen, si vous êtes enseignant, infirmier, ou si vous travaillez dans les services sociaux, vous ne pouvez plus vivre en ville. Vous ne pouvez pas payer un loyer ou un crédit immobilier pour acheter une maison. Dans seulement 14 % des villes du réseau, les maires estiment que le logement reste accessible. Partout en Europe, cette question devient centrale. »

« Quand nous demandons aux maires pourquoi la demande dépasse l'offre, 76 % d'entre eux expliquent qu'il n'y a tout simplement pas assez de logements disponibles dans les villes. Cela s'explique notamment par la croissance économique qui attire de nouvelles populations, mais aussi par des changements démographiques et une demande accrue en termes d'espace de vie. Dans de nombreux cas, il n'a pas été possible de construire autant de logements qu'il le faudrait. Mais même quand les villes peuvent construire, un deuxième défi se présente : 71 % des maires soulignent que les coûts de construction ont augmenté en raison de l'inflation, du manque de main-d'œuvre, ou encore de tensions sur les marchés. Le logement devient donc de plus en plus cher, même lorsqu'il est disponible, et n'est plus abordable pour les classes moyennes. »

« Il y a aussi un sujet concernant la spéculation. C'est l'une des trois préoccupations majeures pour 30 % des villes. Certaines disposent de logements vacants ou d'un important parc immobilier, mais ces biens ne sont pas utilisés, en raison de pratiques spéculatives. Les villes cherchent des solutions. Nous avons de nombreux exemples inspirants. Milan, par exemple, développe l'initiative Casa e Lavoro, qui propose du logement public pour les travailleurs essentiels, afin qu'ils puissent continuer à vivre dans les villes. Beaucoup de villes luttent aussi contre les locations de courte durée pour les touristes, pour garantir que les logements soient destinés à ceux qui vivent dans la ville, et pas uniquement aux visiteurs. D'autres, comme Paris, transforment des casernes militaires ou des bureaux en logements, notamment pour les étudiants ou en logement public. »

« De plus en plus de villes cherchent aussi à rendre les coûts énergétiques plus abordables. Certaines, comme Gand, mettent en place des programmes pour aider les habitants à rénover leur logement sans payer de taxes, ou en bénéficiant de remboursements liés aux économies d'énergie. Mais la question du logement est aussi liée au sans-abrisme, qui augmente fortement en Europe. Aujourd'hui, 420 000 personnes sont sans abri. Certaines métropoles, comme Lyon, développent le programme Housing First pour garantir à chacun un logement stable et intégré. La déclaration de Lisbonne, qui fixe l'objectif d'éradiquer le sans-abrisme d'ici 2030. Mais cet objectif sera difficile à atteindre. »

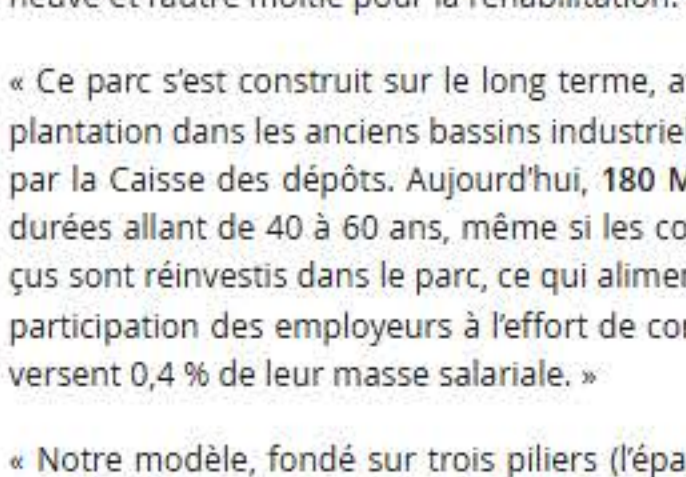
« Si nous connaissons très bien nos objectifs en matière climatique, ce n'est pas encore le cas pour le logement. La dernière initiative que je souhaite mentionner est celle des "Maires pour le logement". Quinze maires européens, menés par ceux de Barcelone et de Rome, collaborent avec la Commission européenne pour élaborer le prochain plan logement. C'est une avancée majeure. Nous nous réjouissons aussi de l'arrivée de notre premier commissaire européen au logement, qui débute actuellement son travail. Nous constatons que l'investissement en matière de logement est revenu à un niveau antérieur, ce qui est une bonne nouvelle, mais cela reste insuffisant. »

« D'après la Banque européenne d'investissement, il faudrait mobiliser 270 Md€ pour répondre aux besoins en logement à l'échelle européenne. Nous avons donc besoin de davantage de financements, de plus de logements, mais aussi d'outils réglementaires pour les villes. Elles doivent pouvoir lutter contre la spéculation, rouvrir des bâtiments vacants, et encourager l'usage de lieux sous-utilisés. Le logement, ce n'est pas seulement une question de bâtiments. C'est aussi une question d'opportunités, de dignité et de démocratie. »

André Sobczak, secrétaire général d'Eurocities

« Le logement social est un outil indispensable pour lutter contre la spéculation » (Emmanuelle Cosse, USH)

« Le modèle des HLM en France est plus que centenaire. Il concerne un Français sur deux au cours de sa vie, ce qui en fait un pilier central de notre modèle social. C'est un outil indispensable pour un pays comme le nôtre, notamment pour lutter contre les phénomènes de spéculation immobilière. Ce modèle est aussi une exception française, car il repose sur un financement de très long terme, ce qui explique sa pérennité. Les logements sont construits, gérés et entretenus sur la durée par les organismes HLM. Ce système contribue activement à la vitalité du pays. »



Emmanuelle Cosse - © Mathieu Delmestre / USH

« Aujourd'hui, le logement social représente 18 % du parc résidentiel, soit environ 5,9 millions de logements, dont 5,2 millions de logements familiaux. Cela correspond à 15 à 17 % de la population. Pour comparer, 57 % des Français sont propriétaires, 25 % sont locataires dans le parc privé et environ 8 % dans le parc social. Le logement social joue un rôle social majeur : les loyers y sont en moyenne à 6 €/m², contre 30 €/m² dans le privé à Paris. C'est donc une offre largement inférieure au prix du marché, accessible à des ménages aux revenus modestes, ce qu'on appelle la classe moyenne inférieure. Ce sont souvent les travailleurs clés : enseignants, aides-soignants, agents publics, qui gagnent

peu mais dont les métiers sont essentiels. En pratique, le logement social concerne des personnes seules ayant un revenu annuel entre 14 000 et 35 000 €, »

« Ce modèle se distingue aussi par sa résistance à la spéculation. La production de logements sociaux ne s'est jamais arrêtée, y compris en période de crise immobilière. Il y a également un fort pilotage public, notamment pour la rénovation énergétique : le parc HLM réhabilite et décarbone quatre fois plus vite que le parc privé. En 2024, les HLM ont représenté 17 Md€ d'investissement, dont la moitié pour la construction neuve et l'autre moitié pour la réhabilitation. C'est donc un secteur structurant pour l'économie française. »

« Ce parc s'est construit sur le long terme, avec une présence sur l'ensemble du territoire, et une forte implantation dans les anciens bassins industriels. Le modèle repose sur l'épargne populaire via le Livret A, géré par la Caisse des dépôts. Aujourd'hui, 180 Md€ de dette sont en cours. Cela permet d'emprunter sur des durées allant de 40 à 60 ans, même si les conditions deviennent de plus en plus coûteuses. Les loyers perçus sont réinvestis dans le parc, ce qui alimente un cercle vertueux. Le système est également financé par la participation des employeurs à l'effort de construction (PEEC) : toutes les entreprises de plus de 50 salariés versent 0,4 % de leur masse salariale. »

« Notre modèle, fondé sur trois piliers (l'épargne populaire, la contribution des employeurs et une gestion patrimoniale de long terme), permet de loger des ménages avec des revenus annuels autour de 15 000 €, bien en dessous de la moyenne nationale et très inférieurs à ceux des propriétaires. »

« Mais le logement social fait face à trois grands défis :

- Un déficit d'offre : aujourd'hui, 2,6 millions de ménages attendent un logement social. Cette tension s'est accentuée depuis la crise du Covid, avec la disparition d'une partie du parc locatif privé et un marché de l'accession complètement bloqué.
- Le vieillissement de la population : il va falloir adapter massivement le parc HLM pour répondre aux besoins d'une population vieillissante.
- Le recul des financements publics : depuis 2018, l'État a ponctionné environ 11 Md€ sur les ressources des bailleurs sociaux pour financer le budget national. Cela pèse lourdement sur leur capacité à investir. Par ailleurs, bien que le parc HLM soit très actif en matière de rénovation énergétique, il ne bénéficie pas des aides publiques nationales dans ce domaine, ce qui pose question. »

« Enfin, un enjeu majeur est la résistance à la financiarisation du logement social. En France, on a encore un parc HLM modeste, bien géré, avec des loyers abordables. Mais il existe une tentation croissante de vendre ce parc à des opérateurs privés, ce qui mettrait fin à cette exception française. C'est pourquoi nous travaillons avec la Commission européenne pour faire reconnaître et protéger cette approche dans la définition de la future politique européenne du logement. »

Emmanuelle Cosse, présidente de l'Union sociale pour l'habitat

Matthew Baldwin

Responsable de la task force logement @ Commission européenne

Directeur général de l'énergie @ Commission européenne

→ Consulter la fiche dans l'annuaire

Parcours

- Depuis janvier 2025 : Commission européenne, Responsable de la task force logement
- Depuis juin 2022 : Commission européenne, Directeur général de l'énergie
- 2016 - 2022 : Commission européenne, Directeur général des transports
- 2014 - 2016 : Commission européenne, Chef de cabinet de Jonathan Hill
- 2007 - 2009 : Commission européenne, Conseiller énergie, changement climatique et développement au cabinet du Président

Fiche n° 53273, créée le 21/01/2025 à 13:56 - Mâj le 15/04/2025 à 12:19

Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE)

Création :

- 1948 : Organisation européenne de coopération économique (OECE) pour administrer le plan Marshall financé par les États-Unis afin de reconstruire un continent dévasté par la guerre ;
- 1961 : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour promouvoir des politiques qui améliorent le bien-être économique et social partout dans le monde
- Secrétaire général : Mathias Cormann
- Directrice du département Villes, politiques urbaines et développement durable : Aziza Akhmouch
- Membres : 38 pays sur l'ensemble du globe, de l'Amérique du Nord et du Sud à l'Europe et jusqu'à l'Asie-Pacifique (liste)
- Tél. : 01 45 24 82 00

Catégorie : Etat et autorités publiques

Adresse du siège

2 Rue André Pascal
75016 Paris France

→ Consulter la fiche dans l'annuaire

Fiche n° 8518, créée le 11/04/2019 à 17:38 - Mâj le 28/04/2025 à 12:04

« Le BRS, tel que nous le concevons, n’a pas de limite en termes de transfert » (Nathalie Appéré)

Paris - Interview n°395071 - Publié le 15/04/2025 à 15:00



Écoutez la synthèse

00:00

00:00



« Le BRS, tel que nous le concevons, n'a pas de limite en termes de transfert. Il s'applique chez nous dans un contexte où nous avons très peu d'expérience de la dissociation entre le foncier et le bâti ; nous en sommes aux premières expérimentations. Il est vrai que d'autres pays ont déjà mis en œuvre cette dissociation », indique Nathalie Appéré, maire de Rennes, à News Tank le 14/04/2025.

Elle s'exprime à l'occasion des "Urban Days" organisés par l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) du 14 au 17/04/2025 à Paris.

« Depuis le début des années 2010, Rennes a engagé des opérations ambitieuses de rénovation de l'habitat ancien, notamment en centre-ville. Ce secteur, qui compte environ 1 600 immeubles, a longtemps souffert de dégradations importantes. Lors d'un diagnostic mené autour de 2010, nous avons identifié 600 immeubles en état de dégradation avancée, dont 300 très dégradés sur le plan structurel. Face à ce constat, nous avons mis en place un ensemble d'actions, en partenariat avec l'État et l'Agence nationale de l'habitat, pour rénover ces bâtiments en profondeur. »

« La question climatique irrigue l'ensemble de nos politiques publiques »

Le modèle du BRS est-il transposable à d'autres villes à l'international ?



Sortir la terre des dynamiques de marché »

Le BRS, tel que nous le concevons, n'a pas de limite en termes de transfert. Il s'applique chez nous dans un contexte où nous avons très peu d'expérience de la dissociation entre le foncier et le bâti ; nous en sommes aux premières expérimentations. Il est vrai que d'autres pays ont déjà mis en œuvre cette dissociation. Dans certains contextes nationaux, ce modèle pourrait même bénéficier de conditions plus favorables, notamment pour extraire le foncier des mécanismes spéculatifs. C'est avant tout cette volonté de sortir la terre des dynamiques de marché et de spéculation qui fait la force du BRS.

À Rennes, la préservation du patrimoine et la modernisation des quartiers anciens sont des enjeux majeurs. Quels projets emblématiques illustrent cette démarche dans la ville ?

Depuis le début des années 2010, Rennes a engagé des opérations ambitieuses de rénovation de l'habitat ancien, notamment en centre-ville. Ce secteur, qui compte environ 1 600 immeubles, a longtemps souffert de dégradations importantes. Lors d'un diagnostic mené autour de 2010, nous avons identifié 600 immeubles en état de dégradation avancée, dont 300 très dégradés sur le plan structurel. Face à ce constat, nous avons mis en place un ensemble d'actions, en partenariat avec l'État et l'Agence nationale de l'habitat, pour rénover ces bâtiments en profondeur. Nous avons ainsi combiné des outils d'incitation, des cofinancements et des mesures de coercition, comme la préemption ou le recours à des arrêtés d'interdiction d'habiter en cas de péril. Grâce à cette approche, nous parvenons à rénover en moyenne 50 immeubles par an.



Nous avons combiné des outils d'incitation, des cofinancements et des mesures de coercition »

Quelles actions avez-vous mises en place à Rennes pour intégrer la transition écologique dans les projets urbains ?



'Éviter, réduire, compenser' comme cadre d'analyse systématique de nos décisions »

La question climatique irrigue l'ensemble de nos politiques publiques. Nous avons adopté une boussole simple mais essentielle dans tous nos champs d'action : « Est-ce juste et durable ? » Pour nous, la transition écologique et la justice sociale sont indissociables. C'est pourquoi nous avons intégré la méthode "éviter, réduire, compenser" comme cadre d'analyse systématique de nos décisions, y compris dans le domaine du logement. Nous mettons un accent particulier sur le recyclage immobilier, en cherchant à optimiser l'utilisation du bâti existant. Par ailleurs, nous appliquons des normes environnementales renforcées et

soutenons pleinement le principe de zéro artificialisation nette. Cette approche nous permet de reconstruire la ville sur la ville, dans une logique d'urbanisation plus sobre et respectueuse de l'environnement. Pour nous, la sobriété est désormais un impératif incontournable de l'action publique.



Nathalie Appéré - © D.R.

Cet article fait partie du dossier :

'Urban days' de l'OCDE : 4 journées et 150 dirigeants réunis pour « faire la ville inclusive, circulaire et durable »

À lire aussi

ESSENTIELS

9 recommandations de l'OCDE pour des villes « adaptées à tous les âges » (Cities for all ages)

Publié le 15/04/2025 à 14:00

« 150 parties prenantes se réuniront pour partager des solutions audacieuses » (L. Kamal-Chaoui, OCDE)

Publié le 15/04/2025 à 10:30

ACTUALITÉ(S)

Logement : « Un programme co-construit entre les villes et la Commission européenne » (Anne Hidalgo)

Publié le 15/04/2025 à 13:00

Rubriquage

Type :

Interview

Domaine(s) :

AUC

Rubrique(s) :

Collectivités territoriales

Foncier & friches

Politiques publiques

Aménagement



Nathalie Appéré

Secrétaire générale @ France urbaine

Présidente @ Rennes Métropole

Membre en tant que personnalité qualifiée @ Observatoire de la laïcité

Présidente @ Agence nationale de l'habitat (Anah)

Maire @ Ville de Rennes

Membre @ Parti Socialiste (PS)

→ Consulter la fiche dans l'annuaire

Parcours

Depuis septembre 2020



France urbaine
Secrétaire générale

Depuis juillet 2020



Rennes Métropole
Présidente

Depuis 2017



Observatoire de la laïcité
Membre en tant que personnalité qualifiée

Depuis 2015



Agence nationale de l'habitat (Anah)
Présidente

Depuis avril 2014



Ville de Rennes
Maire



Établissement & diplôme

1993 - 1996



Institut d'études politiques de Rennes
Diplômée

Fiche n° 30127, créée le 19/04/2018 à 12:34 - Mâj le 15/04/2025 à 12:14

Une question, une précision ou un avis ?

Texte *

Envoyer

Les autres sites du groupe News Tank

news tank culture

news tank éducation & recherche

news tank mobilités

news tank rh management

news tank énergies

news tank sport

news tank football

news tank agro

news tank academic

rhmatin

immomat

campusmatin

culturematin

csematin

agromatin

news tank cities



9 recommandations de l'OCDE pour des villes « adaptées à tous les âges » (Cities for all ages)

news tank cities Paris - Actualité n°395046 - Publié le 15/04/2025 à 14:00

🔄 📁 🗑️ A - A -



Écoutez la synthèse

00:00

00:00



Impliquer toutes les générations dès la conception des politiques urbaines et prioriser une planification urbaine inclusive, incluant logements et espaces publics adaptés, telles sont quelques-unes des 9 recommandations de l'Organisation de coopération et de développement économique formulées dans le rapport "Cities for all ages" ("Des villes adaptées à tous les âges de la vie"), publié et présenté à l'occasion des "Urban days" de l'OCDE, à Paris, le 14/04/2025.

Selon le rapport, la proportion des 65 ans et plus devrait passer de 20,9 % en 2020 à 27,9 % d'ici à 2040 dans 29 pays de l'OCDE. En se basant sur les initiatives recensées dans les métropoles de l'OCDE, le rapport propose une approche structurée autour de trois grands axes :

• l'aménagement urbain et la planification de l'usage des sols : le rapport mentionne l'évaluation du potentiel des aménagements de rues tels que les super-îlots, les rues apaisées et les zones piétonnes pour accroître la sociabilité et soutenir une mobilité quotidienne plus sûre et durable pour les enfants, les personnes âgées et leurs accompagnateurs. Il encourage également le développement de normes d'accessibilité obligatoires pour les transports publics et les bâtiments ouverts au public ;

• le développement d'une offre de logement ciblée : le rapport suggère d'inciter au développement et à la gestion de types de logements variés (par exemple, auberges, colocation étudiante, logements avec services pour personnes âgées). Il promeut également la mise en œuvre de politiques de redimensionnement du parc de logements pour mieux l'adapter aux besoins des différentes étapes de la vie, en incitant les résidents à emménager dans des logements plus adéquats et accessibles. Le rapport explore des outils d'utilisation des sols et de l'espace urbain existant, tels que l'instauration d'obligations de prise en compte de l'âge pour les programmes de promoteurs et la réhabilitation de friches industrielles, pour augmenter l'offre de logements pour tous les âges. Des mécanismes de prêts et de subventions pour la rénovation de logements afin d'améliorer l'accessibilité pour les seniors sont également proposés ;

• le renforcement de l'économie locale : pour contrer les risques de perte de main-d'œuvre et de productivité liés au vieillissement, le rapport souligne la nécessité de requalifier et de perfectionner les compétences des personnes âgées qui souhaitent continuer à travailler.

Détail des 9 recommandations du rapport

Les 9 recommandations du rapport "Cities for all ages" sont :

- intégrer l'inclusivité liée à l'âge dans toutes les politiques ;
- impliquer toutes les générations dans la conception urbaine ;
- partager les bonnes pratiques et expérimenter des idées ayant fait leurs preuves ailleurs ;
- prioriser une planification urbaine inclusive et flexible ;
- soutenir des solutions de logement adaptées à l'âge ;
- favoriser des solutions issues du secteur privé et du tiers-secteur ;
- mobiliser le financement pour des villes inclusives en âge ;
- favoriser le renforcement des capacités sur la planification inclusive ;
- produire et analyser des données spécifiques à l'âge.

« Les villes qui ne sont pas inclusives sur le plan de l'âge, qui ne prennent pas en compte les besoins de toutes les tranches d'âge dans l'aménagement urbain et les politiques publiques, risquent de faire face à des coûts sociaux et économiques significatifs. Ces coûts incluent un risque accru de mauvaise santé, de solitude, d'isolement et de pauvreté, ainsi qu'une augmentation des dépenses publiques liées aux personnes âgées, une réduction des opportunités éducatives et sociales pour les enfants, et une attractivité diminuée pour les jeunes, avec des conséquences sur le marché du travail et la croissance de la productivité », indique l'OCDE.

« En intégrant une approche inclusive de l'âge dans la politique urbaine, les gouvernements peuvent non seulement favoriser l'accès aux opportunités à chaque étape de la vie, mais aussi progresser vers des objectifs plus larges, tels que la compétitivité, la durabilité environnementale et la cohésion sociale, générant ainsi des effets gagnant-gagnant. »

Logement locatif : « Mettre en place des dispositifs de sécurité pour les personnes âgées » (Kazuhisa Takeuchi)

« Kitakyushu est la ville du Japon avec la plus grande proportion de personnes âgées, un tiers de la population ayant plus de 65 ans. C'est une ville de 900 000 habitants, verte et fondée sur les technologies. L'une des principales barrières à l'inclusion des personnes âgées réside dans l'accès au logement locatif. En effet, une partie de la population âgée ne peut pas accéder à ces logements, car les propriétaires craignent que ces personnes décèdent dans leur logement. Il est donc essentiel de mettre en place des dispositifs de sécurité. Par ailleurs, nous disposons également de logements dans le secteur public, avec des unités de logement abordables, indépendantes ou avec assistance. »

Kazuhisa Takeuchi, maire de Kitakyushu, Japon.

« Faire de Bratislava une ville leader en matière de prise en compte des enfants » (Matúš Vallo)

« Nous avons décidé de faire de Bratislava une ville leader en matière de prise en compte des enfants. Nous souhaitons reconnaître les enfants comme des citoyens à part entière. Concevoir des espaces publics pour les enfants, c'est aussi construire des espaces accessibles et adaptés à tous, car ces espaces sont avant tout sécurisants. Nous travaillons en collaboration avec les résidents, les écoles et toutes les parties prenantes, qui participent activement au dialogue autour de ce projet. Nous pouvons lier la question de la sécurité des enfants à d'autres enjeux, comme l'aménagement des espaces publics ou encore la mobilité publique. »

Matúš Vallo, maire de Bratislava, Slovaquie.

« Notre défi réside dans l'assurance de l'inclusion sociale » (Stefano Lo Russo)

« Turin est actuellement dans une phase de transition, passant d'une ville industrielle typique à une ville d'innovation, de culture et universitaire. Dans ce contexte, nous accueillons de plus en plus d'immigrés. Le centre-ville compte un million d'habitants, et la population de souche italienne vieillit d'année en année. Le rajeunissement démographique se fait principalement grâce à l'arrivée de personnes immigrées. Notre défi réside donc dans l'assurance de l'inclusion sociale et la résolution des problématiques spécifiques à cette population. Les solutions à envisager passent à la fois par l'urbanisme, avec l'aménagement de rues piétonnes, et par l'utilisation du numérique, afin de faciliter la proximité avec les familles, par exemple. »

Stefano Lo Russo, maire de Turin, Italie.

« Nous devons viser le très long terme » (Emilia Saiz, CGLU)

« L'Union des cités et gouvernements locaux unis a commencé à réfléchir à la manière de contribuer au débat sur la ville pour tous les âges. Il est essentiel d'adopter un langage intergénérationnel pour comprendre ce que nous considérons comme du travail, et les différentes façons dont les cycles de vie sont envisagés. Les besoins d'une personne de 75 ans, il y a 25 ans, sont différents de ceux d'une personne de 75 ans aujourd'hui. Comment adapter la prestation des services publics en fonction de ces réalités ? Nous devons viser le très long terme : une génération ne peut pas penser pour une autre. Il est crucial de repenser la véritable définition de la qualité de vie et d'un logement abordable. Deux questions clés émergent : celle de la participation et celle de la gouvernance. Les structures de gouvernance actuelles sont souvent obsolètes face aux défis de l'avenir. Parfois, il est nécessaire de repenser les compétences requises pour répondre aux besoins à venir. »

Emilia Saiz, secrétaire générale à l'Union des cités et gouvernements locaux unis.



Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE)

Création :

- **1948** : Organisation européenne de coopération économique (OECE) pour administrer le plan Marshall financé par les États-Unis afin de reconstruire un continent dévasté par la guerre ;
- **1961** : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour promouvoir des politiques qui améliorent le bien-être économique et social partout dans le monde
- **Secrétaire général** : Mathias Cormann
- **Directrice du département Villes, politiques urbaines et développement durable** : Aziza Akhmouch
- **Membres** : 38 pays sur l'ensemble du globe, de l'Amérique du Nord et du Sud à l'Europe et jusqu'à l'Asie-Pacifique ([liste](#))
- **Tél.** : 01 45 24 82 00

Catégorie : Etat et autorités publiques

Adresse du siège

2 Rue André Pascal
75016 Paris France

→ Consulter la fiche dans l'annuaire

Fiche n° 8518, créée le 11/04/2019 à 17:38 - Mâj le 28/04/2025 à 12:04

Une question, une précision ou un avis ?

Texte *

Envoyer



© D.R.

Cet article fait partie du dossier :

"Urban days" de l'OCDE : 4 journées et 150 dirigeants réunis pour « faire la ville inclusive, circulaire et durable »

À télécharger

Consulter le rapport Cl...

À lire aussi

ESSENTIELS



« 150 parties prenantes se réuniront pour partager des solutions audacieuses » (L. Kamal-Chaoui, OCDE)

Publié le 14/04/2025 à 10:30



Démographie : l'OCDE souligne l'impact du renchérissement du coût du logement sur la fécondité

Publié le 24/06/2024 à 17:00

ACTUALITÉ(S)



« La résilience d'une ville ne se limite pas aux enjeux environnementaux » (A. Outass, Casablanca)

Publié le 14/04/2025 à 16:15

Rubriqueage

Type :

Actualité

Domaine(s) :

AUC

Rubrique(s) :

Essentiel

Collectivités territoriales

International

Politiques publiques

Les autres sites du groupe News Tank

news tank culture

news tank education & recherche

news tank mobilités

news tank rh management

news tank energies

news tank sport

news tank football

news tank agro

news tank academic

rh martin

immo martin

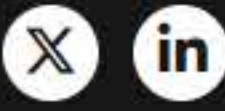
campus martin

culture martin

cse martin

agro martin

news tank cities



Exclusif

« Accompagner les transformations de manière durable et inclusive » (Stefano Lo Russo, maire de Turin)

news tank

Paris - Interview n°395004 - Publié le 15/04/2025 à 08:30

A

A

-

Écoutez la synthèse

00:00

00:00

« Il faut concevoir une idée forte, un rêve pour l'avenir de nos villes, incluant la mobilité, la transition écologique, la gestion des déchets, l'approvisionnement énergétique, et accompagner ces transformations de manière durable et inclusive. C'est le défi de la plupart des villes dans le monde, notamment dans un contexte où les difficultés contemporaines à partager cette vision sont exploitées par les populistes pour s'opposer aux stratégies nécessaires à la lutte contre le changement climatique », indique **Stefano Lo Russo**, maire de la Ville de Turin (Italie) à News Tank le 14/04/2025.

Il s'exprime à l'occasion des "Urban Days" organisés par l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) du 14 au 17/04/2025 à Paris.

« Dans les villes, il est fondamental de faire cohabiter la tradition avec la modernisation, en particulier dans celles qui possèdent une histoire ancienne et très forte. Nous travaillons avec les autorités nationales pour nous conformer aux réglementations et identifier les modalités de gestion du patrimoine historique, afin de permettre le développement de la ville et la reconversion des bâtiments abandonnés, même lorsqu'ils présentent une forte valeur architecturale. »

Comment concilier la préservation du patrimoine architectural et le développement urbain moderne ?

«

Faire cohabiter tradition et modernisation »

»

Dans les villes, il est fondamental de faire cohabiter la tradition et la modernisation, en particulier dans celles qui possèdent une histoire ancienne et très forte. Nous travaillons avec les autorités nationales pour nous conformer aux réglementations et identifier les modalités de gestion du patrimoine historique, afin de permettre le développement de la ville et la reconversion des bâtiments abandonnés, même lorsqu'ils présentent une forte valeur architecturale. C'est de cette manière que nous collaborons

avec d'autres institutions.

Quels principes guident la stratégie de la Ville de Turin en matière d'aménagement et de transition écologique ?

Le premier principe, c'est de conjuguer une vision à long terme du modèle de ville que nous construisons avec les outils actuels et des mécanismes inclusifs pour accompagner ce changement. Bien sûr, il faut concevoir une idée forte, un rêve pour l'avenir de nos villes, incluant la mobilité, la transition écologique, la gestion des déchets, l'approvisionnement énergétique, et accompagner ces transformations de manière durable et inclusive.

C'est le défi de la plupart des villes dans le monde, notamment dans un contexte où les difficultés contemporaines à partager cette vision sont exploitées par les populistes pour s'opposer aux stratégies nécessaires à la lutte contre le changement climatique. Il est donc très important de créer un lien fort avec les citoyens, d'adopter une approche ascendante, de discuter avec eux des meilleures solutions, afin d'emmener toute la ville dans cette stratégie de transformation.

«

Adopter une approche ascendante »

»

Quels leviers peut-on utiliser pour limiter la spéculation immobilière et garantir le droit au logement dans les centres-villes ?

L'outil que nous utilisons, c'est le plan d'urbanisme directeur. Ce plan définit très clairement la stratégie de transformation urbaine. Nous pensons que l'avenir réside dans le partenariat public-privé, mais avec une vision publique forte qui garantit qu'aucun quartier ne soit privé de services publics, même pour les personnes aux revenus modestes, et pour éviter la gentrification dans les zones où les populations fragiles sont repoussées.

«

Ne pas laisser faire les seules dynamiques de marché »

»

À mon sens, une ville moderne doit rassembler les personnes aisées comme celles qui le sont moins. Et pour cela, il ne faut pas se contenter de laisser faire les seules dynamiques de marché. Il est essentiel d'avoir une vision publique forte et des outils administratifs comme le plan d'urbanisme directeur, qui fixe très clairement ce qui est nécessaire dans chaque quartier de la ville.

in

Stefano Lo Russo

Maire @ Ville de Turin

→ Consulter la fiche dans l'annuaire

Parcours

Depuis octobre 2021

●

Ville de Turin
Maire

Depuis janvier 2025

●

Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale d'Italie
Membre du Conseil national pour la coopération au développement

Depuis novembre 2024

●

Association nationale des communes d'Italie
Vice-président

Fiche n° 53910, créée le 14/04/2025 à 12:52 - Mâj le 14/04/2025 à 13:37

in

Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE)

Création :

- **1948** : Organisation européenne de coopération économique (OECE) pour administrer le plan Marshall financé par les États-Unis afin de reconstruire un continent dévasté par la guerre ;
- **1961** : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour promouvoir des politiques qui améliorent le bien-être économique et social partout dans le monde
- **Secrétaire général** : Mathias Cormann
- **Directrice du département Villes, politiques urbaines et développement durable** : Aziza Akhmouch
- **Membres** : 38 pays sur l'ensemble du globe, de l'Amérique du Nord et du Sud à l'Europe et jusqu'à l'Asie-Pacifique ([liste](#))
- **Tél.** : 01 45 24 82 00

Catégorie :

Etat et autorités publiques

Adresse du siège

2 Rue André Pascal
75016 Paris France

→ Consulter la fiche dans l'annuaire

Fiche n° 8518, créée le 11/04/2019 à 17:38 - Mâj le 28/04/2025 à 12:04

Une question, une précision ou un avis ?

Texte *

Envoyer

Stefano Lo Russo - © D.R.

Cet article fait partie du dossier :

'Urban days' de l'OCDE : 4 journées et 150 dirigeants réunis pour « faire la ville inclusive, circulaire et durable »

À lire aussi

ESSENTIELS

« 150 parties prenantes se réuniront pour partager des solutions audacieuses » (L. Kamal-Chaoui, OCDE)

Publié le 14/04/2025 à 10:30

FUM : « La résilience, principal axe des politiques nationales urbaines » (L. Kamal-Chaoui, OCDE)

Publié le 06/11/2024 à 18:30

Démographie : l'OCDE souligne l'impact du renchérissement du coût du logement sur la fécondité

Publié le 24/06/2024 à 17:00

▼ plus

Rubriqueage

Type :

Interview

Domaine(s) :

AUC

Rubrique(s) :

Essentiel

Collectivités territoriales

International

Politiques publiques

Les autres sites du groupe News Tank

news tank
culture

news tank
education & recherche

news tank
mobilités

news tank
rhmanagement

news tank
energies

news tank
sport

news tank
football

news tank
agro

news tank
academic

rhmatin

immomatin

campusmatin

culturematin

csesmatin

agromatin

news tank
cities

in

Qui sommes-nous ? | L'équipe | Le groupe | Abonnements | Contact | CGA | Mentions légales | Confidentialité | Cookies

© News Tank Cities 2025

Logement : « Un programme co-construit entre les villes et la Commission européenne » (Anne Hidalgo)

news tank

Paris - Actualité n°395063 - Publié le 15/04/2025 à 13:00

A - A -

Écoutez la synthèse

00:00

00:00

« Avec les maires européens, nous avons porté des propositions auprès de la **Commission européenne**. Pour la première fois, la Commission a nommé un commissaire au logement, Dan Jørgensen. Il est conscient des enjeux et nous travaillons ensemble sur un programme co-construit entre les villes et la Commission européenne. Nous espérons qu'il permettra de mobiliser les financements nécessaires pour avancer », déclare **Anne Hidalgo**, maire de Paris, lors du lancement des Urban Days de l'OCDE, le 14/04/2025.

Lors de cet événement, organisé par l'OCDE à Paris du 14 au 17/04/2025, se sont également exprimés : Anacláudia Rossbach, présidente de ONU-Habitat, Yuriko Koike, gouverneur de Tokyo et Mathias Cormann, secrétaire général de l'OCDE.


« À Paris, 70 % de la population est éligible au logement social. Cela signifie que 70 % des habitants ont des revenus correspondant aux classes moyennes ou modestes. Nous avons donc décidé de construire massivement, et de transformer des bâtiments existants en logements », indique Anne Hidalgo.

« En 2001, lorsque l'équipe progressiste est arrivée à la tête de Paris, il y avait 13 % de logements sociaux. Aujourd'hui, nous avons atteint 25 %, ce qui représente plus de 700 000 personnes vivant dans un logement dont le loyer est inférieur au marché. Je n'ai pas de pouvoir sur le marché privé, mais nous avons agi sur un autre marché, celui que l'on peut soutenir via : l'investissement public, la construction, l'action municipale. »

« Nous luttons activement contre les locations saisonnières. Ce qui relevait au départ d'une économie du partage est devenu une économie de prédation. Ces plateformes ont industrialisé leurs pratiques, achetant des immeubles entiers destinés à l'habitat pour les transformer en logements touristiques, échappant à toute régulation hôtelière. Devant l'ampleur des dégâts à Paris, nous avons voulu agir. Comme ce n'était pas de notre compétence directe, nous avons demandé une loi nationale pour encadrer ces pratiques. Ce cadre existe désormais, mais il reste insuffisant face à l'ampleur du phénomène. De ce constat, la coopération entre les villes européennes et des événements comme celui-ci sont cruciaux ».

« La population active va diminuer de moitié dans les 10 prochaines années » (Mathias Cormann, OCDE)

« Un des changements majeurs pour les villes est le vieillissement de la population urbaine, thème central des discussions de cette semaine. Entre 1960 et 2022, la part des 65 ans et plus dans les pays de l'OCDE a doublé (de 9 % à 18 %), et atteindra 25 % d'ici 2050, soit 372 millions de personnes.



Même si les villes accueillent une population plus jeune que les zones rurales, elles vieillissent aussi. Depuis 2000, la part des personnes âgées a augmenté dans tous les pays de l'OCDE, et d'ici à 2040, 28 % des urbains auront plus de 65 ans. En parallèle, la population active va diminuer dans plus de la moitié des villes OCDE au cours des 10 prochaines années. Cela transformera profondément nos villes.

Les politiques de logement, de santé, de transport et d'emploi doivent s'adapter, tout en continuant à répondre aux besoins des jeunes générations.

L'OCDE identifie trois priorités d'action pour construire des villes pour tous les âges :

Mathias Cormann, secrétaire général de l'OCDE - © OCDE

À Manchester, le programme 'Support to Succeed' accompagne les plus de 50 ans vers l'emploi avec du conseil, des formations en finance et des groupes de recherche d'emploi.

- Exploiter les données et les technologies

Helsinki (Finlande) a créé un jumeau numérique de la ville pour simuler les effets des nouveaux projets urbains. La ville l'a intégré dans le jeu vidéo Minecraft pour engager les jeunes dans l'urbanisme.

- Mieux associer les citoyens de tous âges

À Copenhague (Danemark), les espaces publics ont été co-conçus avec différents groupes d'âges. À Singapour, certains quartiers sont pensés pour les personnes atteintes de démence. À Wrocław (Pologne), un Conseil des aînés élu conseille les politiques publiques depuis 2014.

L'OCDE va continuer à mobiliser son expertise pluridisciplinaire et ses partenariats internationaux pour soutenir l'action locale. Cette semaine, nous lançons, avec ONU-Habitat, un suivi mondial de la localisation des Objectifs de développement durable (ODD) afin d'évaluer les progrès locaux et accélérer l'impact. »

Mathias Cormann, secrétaire général de l'OCDE.

« Le vieillissement de la population est un changement structurel majeur », (Yuriko Koike, Tokyo)

« Les enfants et les jeunes sont le moteur du développement des villes et des nations. Alors que la population mondiale continue de croître, les populations et les forces de travail diminuent dans beaucoup de pays de l'OCDE. Au Japon, la baisse du taux de natalité et le vieillissement sont devenus des enjeux critiques.

Le gouvernement métropolitain de Tokyo met en place des politiques cohérentes pour accompagner les parcours de mariage, de grossesse, d'accouchement et d'éducation des enfants. Le vieillissement de la population est un autre changement structurel majeur. Au Japon, nous pensons que l'on peut vivre longtemps et en bonne santé. **À Tokyo, l'espérance de vie est de 82 ans pour les hommes et 88 ans pour les femmes, un record mondial.**

« Nous avons mis en place un programme pour accompagner les seniors vers l'emploi »

Yuriko Koike, gouverneur de Tokyo - © D.R.

Le Gouvernement de Tokyo a même utilisé l'IA générative pour imaginer la vie dans 100 ans. **Une des projections annonce que les habitants pourraient vivre jusqu'à 120 ans en bonne santé.** Nous avons mis en place le Platinum Career Center, pour accompagner les seniors vers l'emploi, ainsi qu'un programme de formation continue et d'apprentissage tout au long de la vie. À l'université métropolitaine de Tokyo, le Premium College accueille les personnes de plus de 50 ans. Chaque année, nous recevons trois fois plus de candidatures que de places disponibles. Certains étudiants ont plus de 80 ans. »

Yuriko Koike, gouverneure de Tokyo (Japon).

« La crise du logement est au cœur de toutes les autres crises » (Anacláudia Rossbach, ONU Habitat)

« ONU-Habitat a été créée il y a près de 50 ans pour aider à résoudre la crise mondiale du logement. Aujourd'hui, cette crise est encore là — elle est même plus urgente que jamais. C'est, selon moi, la priorité numéro un. **Le logement est au cœur de toutes les autres crises : climatique, économique, sociale.** Les conflits détruisent des villes entières. La pauvreté reste très présente.

Si nous augmentons les infrastructures et les bâtiments, nous ne ferons qu'impacter l'environnement, et aussi les recettes des villes. Les villes auront plus de coûts en matière d'entretien, ce qui renforce la ségrégation.

Nous ne pouvons pas regarder le logement uniquement sous l'angle de la durabilité environnementale, ou sociale, ou économique, ou urbaine. Nous devons réunir tous ces éléments. Il faut vraiment aborder cette question de manière intégrée. Aujourd'hui, la crise du logement nous alerte sur la nécessité de revoir les cadres existants.

Anacláudia Rossbach, directrice exécutive de ONU Habitat - © A.T.

Rassemblons les données nécessaires pour informer la société civile, le secteur privé, les institutions financières internationales, les gouvernements nationaux, les décideurs politiques sur la situation actuelle, et sur les bonnes pratiques que les données nous permettent d'identifier. »

« Aborder la crise du logement de manière intégrée »

Anacláudia Rossbach, directrice exécutive d'ONU Habitat.

in

Anne Hidalgo

Maire (PS) @ Ville de Paris

→ Consulter la fiche dans l'annuaire

Parcours

Depuis avril 2014

Ville de Paris
Maire (PS)

Depuis décembre 2022

Entente Axe Seine
Vice-présidente

Depuis mars 2018

SOLIDEO
Présidente

Depuis janvier 2016

Métropole du Grand Paris (MGP)
1^{re} vice-présidente

Depuis mai 2014

Association internationale des Maires Francophones
Présidente

Fiche n° 28026, créée le 11/01/2018 à 13:02 - Mâj le 14/04/2025 à 18:11

Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE)

Création :

- 1948 : Organisation européenne de coopération économique (OECE) pour administrer le plan Marshall financé par les États-Unis afin de reconstruire un continent dévasté par la guerre ;
- 1961 : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour promouvoir des politiques qui améliorent le bien-être économique et social partout dans le monde

- Secrétaire général : Mathias Cormann
- Directrice du département Villes, politiques urbaines et développement durable : Aziza Akhmouch
- Membres : 38 pays sur l'ensemble du globe, de l'Amérique du Nord et du Sud à l'Europe et jusqu'à l'Asie-Pacifique (liste)
- Tél. : 01 45 24 82 00

Catégorie : Etat et autorités publiques

Adresse du siège

2 Rue André Pascal
75016 Paris France

→ Consulter la fiche dans l'annuaire

Fiche n° 8518, créée le 11/04/2019 à 17:38 - Mâj le 28/04/2025 à 12:04

Une question, une précision ou un avis ?

Texte *

Envoyer

Les autres sites du groupe News Tank

news tank

culture

news tank

éducation & recherche

news tank

mobilités

news tank

management

news tank

energies

news tank

sport

news tank

football

news tank

agro

news tank

académic

rh

matin

immo

matin

campus

matin

culture

matin

cse

matin

agro

matin

news tank

cities

Qui sommes-nous ? | L'équipe | Le groupe | Abonnements | Contact | CGA | Mentions légales | Confidentialité |

Cookies

© News Tank Cities 2025

Exclusif « La résilience d’une ville ne se limite pas aux enjeux environnementaux » (A. Outass, Casablanca)

Écoutez la synthèse

00:00 00:00

« La résilience d’une ville ne se limite pas aux enjeux environnementaux. Elle concerne aussi des aspects économiques, sociaux, culturels. Une ville résiliente, c’est une ville qui sait s’adapter aux multiples contraintes qu’elle rencontre au quotidien », indique Abderrahim Outass, vice-président du conseil communal de Casablanca (Maroc), à News Tank le

Menu



« Pour moi, la résilience, c’est avant tout une proximité forte avec les citoyens. Une ville résiliente est une ville qui place ses habitants au cœur des décisions. Il ne s’agit pas simplement de consulter ponctuellement, mais de véritablement les impliquer. Les citoyens sont porteurs d’idées, ils ont une expertise d’usage, une connaissance fine de leur territoire. Et cela représente une richesse incroyable pour celles et ceux qui gèrent la ville. »

Quels sont les principaux enjeux urbains auxquels Casablanca doit faire face aujourd'hui ?

Les enjeux à Casablanca sont similaires à ceux rencontrés par d'autres grandes métropoles à travers le monde. Quand on évoque la résilience urbaine, notre esprit se tourne immédiatement vers les questions liées au changement climatique, ce qui est tout à fait légitime, car c’est un défi de taille. Les impacts du réchauffement climatique sur les villes sont bien réels, et Casablanca n’y échappe pas.

Mais il ne faut pas oublier que la résilience d'une ville ne se limite pas aux enjeux environnementaux. Elle concerne aussi des aspects économiques, sociaux, culturels. Une ville résiliente, c’est une ville qui sait s’adapter aux multiples contraintes qu’elle rencontre au quotidien.

Cela passe notamment par l'inclusion : l'intégration des jeunes, des femmes, des personnes en situation de handicap. Il est fondamental que chacun puisse trouver sa place dans la ville, contribuer à sa dynamique et bénéficier de ses ressources.

Pour moi, la résilience, c’est avant tout une proximité forte avec les citoyens. Une ville résiliente est une ville qui place ses habitants au cœur des décisions. Il ne s’agit pas simplement de consulter ponctuellement, mais de véritablement les impliquer. Les citoyens sont porteurs d’idées, ils ont une expertise d’usage, une connaissance fine de leur territoire. Et ça, c’est une richesse incroyable pour celles et ceux qui gèrent la ville.

Quel est le sens de votre participation à ces Journées urbaines de l'OCDE ?

Cette participation se traduit par des espaces d’échange, de dialogue, qui permettent de confronter les points de vue et de s’inspirer mutuellement.

Elle repose sur la capacité à apprendre de ce qui se fait ailleurs, dans d'autres contextes, dans d'autres villes du monde.

Comme l’a très bien souligné l'un des intervenants lors de notre rencontre, l'idée est de « se voler les idées des uns et des autres », autrement dit, de capter ce qui fonctionne ailleurs, d’adapter des initiatives, de faire circuler les bonnes pratiques pour nourrir l’action locale. C’est une démarche d’intelligence collective qui, à mon sens, est indispensable pour faire face à des défis aussi complexes.

Certaines initiatives présentées, ou certains échanges vous ont-ils particulièrement marqué ?

Absolument, ce type d’échange est toujours très riche car il permet d’ouvrir les yeux sur des réalités qu’on ne soupçonnait pas forcément.

On a entendu parler de villes confrontées à des problématiques très spécifiques : certaines luttent contre la corruption à grande échelle, d'autres doivent faire face à des crises environnementales intenses : sécheresse prolongée, inondations récurrentes, voire même tremblements de terre.

Ce sont des contextes parfois très éloignés du nôtre, mais ils nous poussent à réfléchir autrement, à anticiper. Et surtout, ils nous montrent qu’il est possible de réagir, d’inventer des solutions, de mobiliser les ressources locales. Il est très inspirant de voir comment certaines villes arrivent à transformer l’adversité en levier d’action. On repart avec des idées, des exemples concrets, et une énergie nouvelle pour agir chez nous.

dossier :

'Urban days' de l'OCDE : 4 journées et 150 dirigeants réunis pour « faire la ville inclusive, circulaire et durable »

À lire aussi

ESSENTIELS



« 150 parties prenantes se réuniront pour partager des solutions audacieuses » (L. Kamal-Chaoui, OCDE)

Publié le 14/04/2025 à 10:30



« Le logement est l'une des deux grandes priorités des maires européens » (André Sobczak, Eurocities)

Publié le 09/04/2025 à 08:30

ACTUALITÉ(S)



Unesco : 55 nouvelles collectivités membres du réseau des Villes créatives, dont Caen et Toulouse

Publié le 02/11/2023 à 09:30

Rubriquage

Type :

Actualité

Domaine(s) :

AUC

Rubrique(s) :

Collectivités territoriales

International

Aménagement



Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE)

Création :

- **1948** : Organisation européenne de coopération économique (OECE) pour administrer le plan Marshall financé par les États-Unis afin de reconstruire un continent dévasté par la guerre ;
- **1961** : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour promouvoir des politiques qui améliorent le bien-être économique et social partout dans le monde
- **Secrétaire général** : Mathias Cormann
- **Directrice du département Villes, politiques urbaines et développement durable** : Aziza Akhmouch
- **Membres** : 38 pays sur l'ensemble du globe, de l'Amérique du Nord et du Sud à l'Europe et jusqu'à l'Asie-Pacifique ([liste](#))
- **Tél.** : 01 45 24 82 00

Catégorie : Etat et autorités publiques

Adresse du siège

2 Rue André Pascal
75016 Paris France

→ Consulter la fiche dans l'annuaire

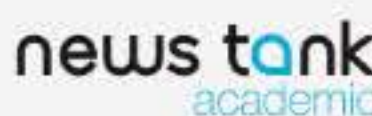
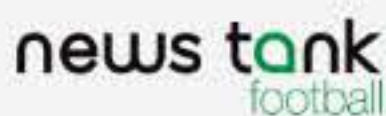
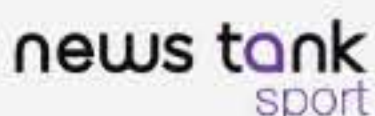
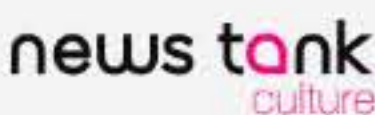
Fiche n° 8518, créée le 11/04/2019 à 17:38 - M à J le 28/04/2025 à 12:04

Une question, une précision ou un avis ?

Texte *

Envoyer

Les autres sites du groupe News Tank



« 150 parties prenantes se réuniront pour partager des solutions audacieuses » (L. Kamal-Chaoui, OCDE)

news tank

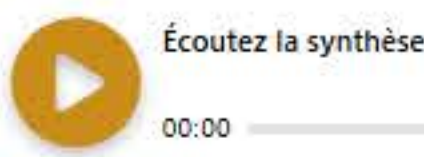
cities

Paris - Actualité n°394663 - Publié le 14/04/2025 à 10:30

A

A

-



« Pendant quatre jours, le Centre de l'OCDE pour l'Entrepreneuriat, les PME, les Régions et les Villes réunira autour de la table plus de 150 parties prenantes, y compris des maires, ministres, experts et acteurs du changement, pour débattre et partager des solutions audacieuses visant à créer des villes plus inclusives, circulaires et durables. Ces Journées urbaines se concluront par un appel à l'action en faveur de villes et de régions plus résilientes, qui sera transmis aux ministres du développement régional des pays de l'OCDE qui se réuniront à leur tour les 19 et 20/05/2025 prochains à Varsovie en Pologne », indique Lamia Kamal-Chaoui, directrice du Centre de l'OCDE pour l'Entrepreneuriat, les PME, les Régions et les Villes, à News Tank le 09/04/2025.

Elle s'exprimait à l'occasion des Urban Days, une initiative de l'OCDE qui se tiendra à Paris du 14 au 17/04/2025.

Ces journées seront l'occasion pour l'OCDE de dévoiler les conclusions de plusieurs nouveaux rapports :

- « Des villes pour tous les âges », accompagné d'une « check-list pour des villes inclusives pour toutes les générations, autour de trois axes clés pour guider les décideurs dans l'adaptation des villes à une société qui vieillit : définir une stratégie claire, renforcer les moyens, et mieux coordonner les acteurs ;
- « Mobiliser la finance durable pour les régions et les villes », et une boîte à outils pour le financement d'infrastructures inclusives et durables pour les régions et les villes, afin de « proposer des solutions concrètes pour mieux aligner les budgets existants sur les objectifs climatiques » ;
- « Mobiliser les partenariats entre villes pour financer le développement urbain », qui vise à montrer comment la coopération entre les villes « peut aider les collectivités à surmonter les obstacles au développement durable, en favorisant l'apprentissage entre pairs, le renforcement de capacités, et la mobilisation de ressources ».

La part des personnes de plus 65 ans dans les villes des pays de l'OCDE devrait passer de 20,9 % en 2020 à 27,9 % en 2040

La transition démographique sera l'un des sujets majeurs de ces Urban Days. Pour cause, la part des personnes âgées dans les villes de l'OCDE devrait augmenter de près de 33 %. Les villes qui ne s'adaptent pas risquent de faire face à plusieurs difficultés, telles que l'isolement et la pauvreté chez les personnes âgées, le manque d'opportunités éducatives et sociales pour les enfants, et la perte d'attractivité pour les jeunes, avec des effets sur le marché du travail et la croissance.

Voici quelques exemples développés par des villes de l'OCDE pour répondre à ces enjeux :

- **Aménagements inclusifs :**
 - À Londres, une grande partie du réseau de transport public est accessible sans marche, réduisant de 40 % le temps de trajet pour les personnes ayant besoin d'itinéraires accessibles, notamment les personnes âgées et les parents avec poussettes.
 - Bogotá a repensé son espace urbain en créant des « blocs de soins » (des zones où sont regroupés des services et des espaces à la fois pour les personnes qui donnent des soins et celles qui en reçoivent) ainsi que des « centres du bonheur », qui offrent des équipements récréatifs partagés pour tous les âges.
- **Le logement intergénérationnel :**
 - Dans plusieurs villes du Japon, des programmes nationaux comme le « système de filet de sécurité pour le logement » aident à rénover les habitations et à rendre le logement abordable et adapté à l'âge plus largement accessible pour les personnes âgées.
 - À New York, la ville s'appuie sur les données du recensement pour identifier les quartiers avec une forte proportion de personnes âgées, afin de prioriser l'amélioration de l'accessibilité des rues et des logements.
- **L'économie locale :**
 - À Naples, une usine abandonnée a été transformée en pôle technologique, qui a formé 2 700 étudiants dans des secteurs à haute qualification et les a aidés à accéder à des emplois de qualité.
 - En 2024, Manchester a lancé « Support to Succeed », un programme dédié aux travailleurs de plus de 50 ans, qui propose un accompagnement personnalisé, des conseils en matière de finances personnelles, des activités pour renforcer la confiance en soi, ainsi que des groupes de recherche d'emploi ciblés pour ceux qui souhaitent retrouver un travail.

« Les villes de l'OCDE sont confrontées à une crise du logement de plus en plus aiguë »

« Les Villes de l'OCDE sont confrontées à une crise du logement de plus en plus aiguë. Sur la décennie précédant 2023, les coûts du logement ont augmenté de 68 % dans les grandes villes, et ils sont désormais 86 % plus élevés que dans les petites villes. Cela a mis de nombreux ménages dans la précarité, les poussant parfois au bord de l'exclusion résidentielle, et les a exclus des territoires où se concentrent pourtant les meilleures opportunités économiques et sociales », indique Lamia Kamal-Chaoui.

« Les maires ont un rôle central à jouer face à la crise du logement. Ils disposent de leviers puissants, notamment en matière de planification urbaine pour libérer du foncier et favoriser l'offre de logements, mais aussi à travers les investissements dans les infrastructures qui accompagnent les nouveaux développements. Ils sont également en première ligne pour protéger les plus vulnérables, que ce soit via le logement abordable ou des dispositifs de lutte contre le sans-abrisme. »

Plusieurs villes de l'OCDE travaillent sur des solutions, qui ont notamment inspiré le « Plan d'action de Bruxelles pour des villes abordables et un logement pour tous », signé par les « maires champions de l'OCDE pour la croissance inclusive » en 2023 :

- **Toulouse** propose un appui direct aux populations à risque via des programmes comme « Insta'ltoit », qui accorde des prêts logement sans intérêt aux Toulousains âgés de 18 à 30 ans. Les mensualités, comprises entre 100 et 500 €, sont remboursables sur deux ans, afin d'aider les étudiants et les jeunes actifs à payer leur loyer et autres frais liés au logement.
- **Rennes** a mis en place un programme offrant des solutions de logement à plus de 900 personnes, majoritairement des enfants, en utilisant des biens publics et privés vacants, complétés par des services d'accompagnement social.
- **Florence** a lancé une initiative visant à transformer des bâtiments inutilisés en logements sociaux pour soutenir les jeunes familles et les personnes âgées en quête d'un logement abordable. Cette approche permet de répondre aux enjeux du logement de manière créative et durable, sans nouvelle construction.
- À **Varsovie**, certaines entreprises ont cédé des bâtiments et bureaux pour accueillir des réfugiés ukrainiens, tandis que la ville a transformé des immeubles de bureaux en centres d'hébergement pour les plus vulnérables.

« Paris pourrait connaître le climat actuel de Montpellier, et le sud de la France celui de l'Andalousie »

« Le dernier rapport de la trajectoire de réchauffement de référence pour l'adaptation au changement Climatique (TRACC) de Météo-France (mars 2025) alerte sur les impacts majeurs d'un réchauffement de 4°C d'ici 2100 par rapport à l'ère préindustrielle. Paris pourrait connaître le climat actuel de Montpellier, et le sud de la France celui de l'Andalousie », indique Lamia Kamal-Chaoui.

Le changement climatique sera l'un des principaux sujets de discussion des Journées urbaines de l'OCDE. « Face à ces effets différenciés et croissants, les collectivités territoriales sont en première ligne de l'atténuation et de l'adaptation. Elles disposent de leviers importants via leurs compétences en planification, réglementation, investissements directs et indirects », selon Lamia Kamal-Chaoui.

Une idée corroborée par quelques chiffres de l'OCDE :

- dans l'OCDE, les collectivités territoriales assurent en moyenne 63 % des dépenses publiques pour le climat et 69 % des investissements publics pour le climat ;
- en France, ces chiffres sont encore plus élevés : 75 % pour les dépenses et 89 % pour l'investissement ;
- pourtant, ces montants restent faibles : seulement 1,1 % du PIB pour les dépenses et 0,4 % pour l'investissement.

65 % des 169 cibles des 17 ODD ne pourront pas être atteintes sans une implication forte des niveaux local et régional

D'après les estimations de l'OCDE, 65 % des 169 cibles des 17 ODD ne pourront pas être atteintes sans une implication forte des niveaux local et régional. Mais plus de 80 % des régions de l'OCDE n'ont atteint aucun des 17 objectifs, 70 % n'en ont atteint que deux ou moins.

C'est la raison pour laquelle une journée entière des Urban Days sera consacrée aux ODD, « pour rappeler que l'Agenda 2030 reste une priorité, même en période d'incertitude. Cette session réunira des maires, des responsables mondiaux et locaux, ainsi que des experts, pour explorer comment maintenir les progrès sur les ODD, même en temps de crise, et assurer des résultats durables », indique Lamia Kamal-Chaoui.

L'OCDE met en avant plusieurs exemples de villes réfléchissant à débloquer de nouvelles sources de financement pour remplir ces objectifs :

- à Rotterdam, une plateforme de financement participatif local a permis de financer un pont entre un quartier défavorisé et le centre-ville ;
- en Inde, plusieurs villes comme Hyderabad ou Mumbai utilisent les droits de développement transférables pour réduire les coûts du foncier ;
- à Kitakyushu, la ville a lancé des obligations durables "SDG Future Bonds" pour financer des projets liés aux ODD.



Cet article fait partie du dossier :

'Urban days' de l'OCDE : 4 journées et 150 dirigeants réunis pour « faire la ville inclusive, circulaire et durable »

À lire aussi

ESSENTIELS

« Le logement est l'une des deux grandes priorités des maires européens » (André Sobczak, Eurocities)
Publié le 09/04/2025 à 08:30

INTERVIEW(S)

« Toutes les données doivent être considérées comme de l'intérêt général » (Carlos Moreno)
Publié le 08/03/2019 à 10:00

« Toutes les données doivent être considérées comme de l'intérêt général » (Carlos Moreno)
Publié le 08/03/2019 à 10:00

Rubriquage

Type :

Actualité

Domaine(s) :

IHL

Rubrique(s) :

Essentiel

État & agences d'État

International

Politiques publiques



Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE)

Création :

- **1948** : Organisation européenne de coopération économique (OECE) pour administrer le plan Marshall financé par les États-Unis afin de reconstruire un continent dévasté par la guerre ;
- **1961** : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour promouvoir des politiques qui améliorent le bien-être économique et social partout dans le monde
- **Secrétaire général** : Mathias Cormann
- **Directrice du département Villes, politiques urbaines et développement durable** : Aziza Akhmouch
- **Membres** : 38 pays sur l'ensemble du globe, de l'Amérique du Nord et du Sud à l'Europe et jusqu'à l'Asie-Pacifique ([liste](#))
- **Tél.** : 01 45 24 82 00

Catégorie : Etat et autorités publiques

Adresse du siège

2 Rue André Pascal
75016 Paris France

→ Consulter la fiche dans l'annuaire

Fiche n° 8518, créée le 11/04/2019 à 17:38 - Mâj le 28/04/2025 à 12:04

Une question, une précision ou un avis ?

Texte *

Envoyer

Les autres sites du groupe News Tank

news tank
culture

news tank
éducation & recherche

news tank
mobilités

news tank
rh management

news tank
energies

news tank
sport

news tank
football

news tank
agro

news tank
academic

rh
matin

immomatin

campusmatin

culturematin

csematin

agromatin

news tank
cities



Qui sommes-nous ? | L'équipe | Le groupe | Abonnements | Contact | CGA | Mentions légales | Confidentialité |

Cookies

© News Tank Cities 2025

OCDE : événement "Urban Days" du 14 au 17/04/2025 à Paris

news tank cities Paris - Initiative n°392975 - Publié le 31/03/2025 à 09:15

🔄 📄 🗑️ A - A -



© D.R.



Écoutez la synthèse

00:00

00:00



L'Organisation de coopération et de développement économiques organise les "Urban Days", un événement réunissant plus de 150 experts et acteurs à l'échelle mondiale et locale, afin de « discuter des moyens de concevoir et de financer des villes inclusives, circulaires et durables », au siège de l'OCDE à Paris dans le 16^e arrondissement, du 14/04 au 17/04/2025.

Parmi les grandes thématiques abordées : l'adaptation des villes au changement démographique, l'économie circulaire, le financement des infrastructures, le climat comme enjeu national et local, ainsi que la politique du logement.

« Les sessions présenteront les dernières analyses de l'OCDE et exploreront des solutions audacieuses pour créer des villes adaptées à tous les âges, faire face à la crise du logement, optimiser l'utilisation circulaire des ressources, construire des communautés résilientes face au climat, imaginer l'agenda post-2030 et mobiliser des financements publics et privés, entre autres sujets d'actualité », indique l'OCDE.

Les conférences porteront notamment sur les sujets suivants :

- "Les villes pour tous les âges" ;
- "Confronter la crise du logement dans les villes" ;
- "L'économie circulaire dans les villes et régions européennes" ;
- "Action locale, impact global : vers un bilan mondial sur la localisation des objectifs de développement durable" ;
- "Financer les villes de demain : une responsabilité partagée" ;
- "Développer les partenariats entre les villes pour financer le développement urbain".



Urban Days

Organisation de coopération et de développement économiques

Du 14 avril 2025 au 17 avril 2025 de 08:00 à 18:00

Siège de l'OCDE, Paris (16e arrondissement)

Détail du programme

Cérémonie de lancement 14/04/2025

- Mathias Cormann, secrétaire général, OCDE
- Anaclaudia Rossbach, sous-secrétaire générale et directrice, UN Habitat
- Yuriko Koike, gouverneure de Tokyo, Japon
- Anne Hidalgo, maire de Paris
- Roberto Gualtieri, maire de Rome, Italie (sous réserve)

Les villes pour tous les âges co-organisé avec UCLG 14/04/2025

- Themis Christophidou, directrice générale, département des politiques régionales et urbaines, Commission européenne (sous réserve)
- Akira Yoshii, vice-ministre de la Terre, des infrastructures, des transports et du tourisme, Japon
- Matus Vallo, maire de Bratislava, Slovaquie
- Emil Boc, maire de Cluj-Napoca, Roumanie
- Kazuhisa Takeuchi, maire de Kitakyushu, Japon (sous réserve)
- Stefano Lo Russo, maire de Turin, Italie
- Emilia Saiz, secrétaire générale, United Cities and Local Governments (UCLG)
- Hiba Debouk, directrice déléguée Territoires, AREP

Confronter la crise du logement dans les villes co-organisé avec UN-Habitat,

Eurocities et Housing Europe 14/04/2025

- Anaclaudia Rossbach, sous-secrétaire générale et directrice, UN-Habitat
- Matthew Baldwin, directeur général adjoint, DG ENER, Commission européenne (sous réserve)
- Fahri Hamzah, vice-ministre du Logement et des installations, République d'Indonésie
- Emmanuelle Cosse, présidente, Union sociale pour l'habitat, ancienne ministre du Logement, France
- Fatima Ezzahra El Mansouri, ministre de l'Aménagement urbain et du territoire / maire de Marrakech, Maroc (sous réserve)
- Hon. Shakeel Mohamed, ministre du Logement et des terres, Mauricie (sous réserve)
- Nathalie Appéré, maire de Rennes, France
- José Manuel Ribeiro, maire de Valongo, Portugal
- Nabila Rmili, maire de Casablanca, Maroc
- Patrice Vergriete, président de l'Agence nationale de la rénovation urbaine et maire de Dunkerque, France (sous réserve)
- Angelica Nunez, responsable de la pratique pour les questions urbaines et foncières, Banque mondiale
- Tanguy Desrousseaux, responsable du Département du Logement, des villes et des régions, Banque Européenne d'Investissement (sous réserve)
- André Sobczak, secrétaire général, Eurocities
- Jonathan Reckford, directeur général, Habitat for Humanity International

L'économie circulaire dans les villes et régions européennes co-organisé la

Commission européenne 15/04/2025

- Jocelyn Blériot, responsable exécutif - Politique et institutions, Fondation Ellen MacArthur
- Jacqueline Cramer, leader mondiale de l'économie circulaire et ancienne ministre de l'Environnement, Pays-Bas
- Karen van Dantzig, présidente du Groupe de travail sur la politique urbaine de l'OCDE, Pays-Bas
- Susan Aitken, cheffe du conseil municipal de Glasgow, Royaume-Uni
- Margot Roose, maire adjointe responsable de l'économie circulaire et de l'innovation, Tallinn, Estonie
- Mirjam van 't Veld, maire, Groningen, Pays-Bas
- Marie-Louise Rönmark, maire, Umeå, Suède
- Astrid Ladefoged, responsable de l'unité, DG RDT, CCRI, Commission européenne (sous réserve)

L'économie circulaire en action dans les villes et régions : leçons tirées de 10 études

de cas politiques co-organisé avec la Commission Européenne 15/04/2025

- Vasil Terziev, maire, Sofia, Bulgarie
- Timo Koivisto, maire, Jyväskylä, Finlande
- Anders Riise, maire du Comté, Møre and Romsdal, Norvège
- Pia Imbs, présidente, Eurométropole de Strasbourg, France
- Athena Athanasiadou Aidona, gouverneur, Macédoine centrale, Grèce
- María Ángela Cano García, ministre régionale de l'Innovation, de l'Industrie, du commerce et du tourisme, Région de Valence, Espagne
- Britta Behrendt, secrétaire d'État au Changement climatique et à l'environnement, Berlin, Allemagne
- Manuela de Carvalho Álvares, conseillère, Transition énergétique et environnement, Matosinhos, Portugal
- Robert Tekke, responsable de la Transition - Économie Circulaire, Zuid-Holland, Pays-Bas
- Anne Graham, responsable des Finances communautaires et vertes, Commission de développement de l'Ouest de l'Irlande

Action locale, impact global : vers un bilan mondial sur la localisation des ODD co-

organisé avec UN-Habitat et Local2030 16/04/2025

- Eva Granados Galiano, secrétaire d'État à la Coopération internationale, ministère des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la coopération, Espagne
- Alessandro Guerri, directeur général, Affaires européennes et internationales et finance durable, ministère de l'Environnement et de la sécurité énergétique, Italie
- Anja Wagner, responsable de la division des États fédéraux et des autorités locales, ministère fédéral de la Coopération économique et du développement, Allemagne
- Sébastien Vauzelle, chef du secrétariat, Coalition Local2030
- Ricardo Rio, maire de Braga, Portugal, rapporteur du Comité des régions européen sur les ODD
- Mona Esam, ministre adjoint du Plan, du Développement économique et de la coopération internationale pour les affaires du développement durable, Égypte
- Fatimatou Abdel Malick, présidente de la région de Nouakchott, Mauritanie, présidente de UCLG Afrique
- Carrie Exton, conseillère principale, centre de l'OCDE sur le bien-être, l'inclusion, la durabilité et l'égalité des chances

ODD en action : histoires d'impact des villes et des régions co-organisé avec UN-

Habitat et Local2030 16/04/2025

- Ximo Puig, représentant permanent de l'Espagne auprès de l'OCDE
- Asier Aranbarri, directeur de l'Innovation sociale et de l'Agenda 2030, Pays basque, Espagne
- Berry Vrbanovic, maire de Kitchener, Canada et co-Président de UCLG
- Christian Specht, maire de Mannheim, Allemagne
- Keli Guimarães, superintendant général, État de Parana, Brésil
- Stefan Wagner, responsable des affaires internationales et de la durabilité mondiale, Ville de Bonn, Allemagne
- Klaus Egger, responsable de la durabilité, Province autonome de Bolzano, Italie

Financer les villes de demain : une responsabilité partagée co-organisé avec la

Commission mondiale pour le financement des ODD urbains du SDSN 17/04/2025

- Itsuhiro Miura, directeur adjoint, MLIT, Japon
- David Jackson, conseiller principal sur le financement local et responsable de la start-up Sustainable City Guarantee Facility, Fonds des nations unies pour le développement des capitaux
- Georges W. McCarthy, président et PDG, Lincoln Institute of Land Policy
- Alice Charles, directrice des villes, de l'urbanisme et du design, ARUP
- Kristiina Yang, responsable de la Cities Climate Finance Leadership Alliance, Climate Policy Initiative
- Natalia Salazar, responsable du financement innovant, ICLEI
- Andy Deacon, co-directeur général, Global Covenant of Mayors for Climate and Energy

Exploiter les partenariats entre les villes pour financer le développement urbain

17/04/2025

- Sergio Colina Martín, directeur général pour la politique de développement durable, ministère des Affaires étrangères, Union européenne et coopération, Espagne
- Anja Wagner, responsable de la division des États fédéraux et des autorités locales, ministère fédéral de la Coopération économique et du développement, Allemagne
- Dirk De fauw, maire de Bruges, Belgique
- Christophe Rouillon, vice-président de la Commission ECON du Comité européen des régions, et maire de Coulaines, France
- Elisa Muzzini, conseillère technique principale, Banque de développement du Conseil de l'Europe
- Marlene Holzman, responsable de l'unité des autorités locales, organisations de la société civile et fondations, DG INTPA



Organisation de Coopération et de

Développement Économiques (OCDE)

Création :

- 1948 : Organisation européenne de coopération économique (OECE) pour administrer le plan Marshall financé par les États-Unis afin de reconstruire un continent dévasté par la guerre ;
- 1961 : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour promouvoir des politiques qui améliorent le bien-être économique et social partout dans le monde
- Secrétaire général : Mathias Cormann
- Directrice du département Villes, politiques urbaines et développement durable : Aziza Akhmouch
- Membres : 38 pays sur l'ensemble du globe, de l'Amérique du Nord et du Sud à l'Europe et jusqu'à l'Asie-Pacifique (liste)
- Tél. : 01 45 24 82 00

Catégorie : Etat et autorités publiques

Adresse du siège

2 Rue André Pascal
75016 Paris France

→ Consulter la fiche dans l'annuaire

Fiche n° 8518, créée le 11/04/2019 à 17:38 - M à J le 28/04/2025 à 12:04

Une question, une précision ou un avis ?

Texte *

Envoyer

Les autres sites du groupe News Tank

news tank culture

news tank éducation & recherche

news tank mobilités

news tank rh management

news tank énergies

news tank sport

news tank football

news tank agro

news tank academic

rhmatin

immomatin

campusmatin

culturematin

csematin

agromatin

news tank cities

